

SON AMBASSADEUR À ALGER L'A SOULIGNÉ

La Chine souhaite approfondir sa coopération avec l'Algérie

La Chine veut approfondir davantage sa coopération économique notamment avec l'Algérie et hisser le niveau du partenariat stratégique entre les deux pays. C'est ce que l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Son Excellence Li Jian, a affirmé, dimanche soir, lors d'une réception organisée au Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Alger), à l'occasion du 75^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. P 2



GAZODUC TRANSSAHARIEN

Un projet stratégique pour l'Algérie et l'Afrique

Le projet du gazoduc transsaharien revêt une importance stratégique majeure, reliant les champs de gaz du sud du Nigeria à l'Europe, en passant par le Niger et l'Algérie. Ce projet est non seulement crucial pour l'Algérie, mais également pour l'ensemble du continent africain, car il représente une opportunité significative de renforcer l'intégration régionale et de diversifier les sources d'approvisionnement énergétique pour l'Europe, particulièrement à un moment où celle-ci cherche à se prémunir contre des incertitudes géopolitiques, a souligné Ahmed Hidouci, expert en économie.

P 3

ASSURANCE ET GESTION DES RISQUES INDUSTRIELS

La CNMA propose des solutions innovantes aux entreprises

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a organisé, hier dans la wilaya de Bejaia, un séminaire sur l'assurance et la gestion des risques industriels à travers lequel elle s'est engagée à offrir des solutions innovantes pour un meilleur accompagnement des opérateurs économiques et de nouvelles polices d'assurance pour mieux accompagner les entreprises industrielles, indique un communiqué de la Caisse.

P 3

MARKETING TOURISTIQUE

Nécessité de renforcer le tourisme virtuel

Des participants au 1^{er} Colloque international sur "le rôle des technologies numériques dans la promotion du patrimoine culturel et la relance du développement touristique", dont les travaux ont pris fin lundi à Oran, ont recommandé la nécessité de renforcer le tourisme virtuel comme outil de promotion touristique. Ils ont appelé à la création de plateformes et des sites web de promotion du produit traditionnel local.

P 5

3^e SALON INTERNATIONAL DU LABORATOIRE ET DE L'IMAGERIE MÉDICALE

Plus de 200 firmes de 24 pays attendues à Alger P 2

PÉTROLE
Le Brent à 71,72 dollars P 5

EL-MENIAÂ
Raccordement d'une exploitation agricole algéro-saoudienne au réseau d'électricité P 5

AUTORITÉ NATIONALE DE
PROTECTION DES
DONNÉES À CARACTÈRE
PERSONNEL

Création de
deux nouvelles
adresses
électroniques

L' 'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) a annoncé, lundi dans un communiqué, la mise en service de deux (2) nouvelles adresses électroniques au profit de tous les organismes publics et privés, et des personnes physiques concernées par le traitement de ce type de données, pour la prise en charge de leurs préoccupations et questions juridiques et techniques. "L'adresse électronique: questions.juridiques@anpdp.dz est dédiée aux préoccupations et aux questions juridiques relatives aux dispositions de la loi 18-07, tandis que l'adresse: questions.techniques@anpdp.dz est consacrée à la prise en charge des préoccupations et questions techniques liées à l'utilisation du portail numérique de l'autorité nationale", a précisé l'ANPDP. Quant à l'adresse électronique pour communiquer avec l'autorité nationale: contact.anpdp@anpdp.dz, "elle continuera à être utilisée notamment pour demander un rendez-vous en cas de nécessité ou pour envoyer une correspondance officielle scannée", selon la même source. L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel a également annoncé avoir introduit sur son site web www.anpdp.dz "un nouvel espace dédié à la formation, précisant qu'elle a commencé à publier des documents explicatifs et des guides de formation relatifs à la loi 18-07 pour simplifier la compréhension de la terminologie et des procédures". L'ANPDP a réaffirmé, à cette occasion, "sa disponibilité permanente à accompagner tous les organismes concernés par la mise en conformité du traitement de leurs données avec les dispositions de la loi 18-07, notamment l'article 12".

SON AMBASSADEUR À ALGER L'A SOULIGNÉ

La Chine souhaite
approfondir sa coopération
avec l'Algérie

La Chine veut approfondir davantage sa coopération économique notamment avec l'Algérie et hisser le niveau du partenariat stratégique entre les deux pays. C'est ce que l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian, a affirmé, dimanche soir, lors d'une réception organisée au Palais de la culture Moufdi-Zakaria (Alger), à l'occasion du 75e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine.

Par Sirine R

I l a en outre salué «les réformes réalisées par l'Algérie depuis 2019, à travers le renforcement des performances de l'administration, la diversification économique, l'amélioration du climat des affaires et la place retrouvée de la diplomatie algérienne». Selon le même diplomate, l'Algérie nouvelle a réalisé des progrès notables tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, qui ont été largement salués par la communauté internationale et la partie chinoise. Le diplomate chinois a également souligné l'importance de «la mise en œuvre des importantes conclusions auxquelles sont parvenus les dirigeants des deux pays en vue d'encourager l'investissement entre les deux pays et de renforcer la coopération bilatérale dans plusieurs domaines, à l'instar de la numérisation, de l'industrie et de l'agriculture moderne», relevant que «tous ces efforts sont

de nature à hisser le niveau du partenariat stratégique entre l'Algérie et la Chine». Lors d'un récent entretien accordé un confrère de la presse nationale, l'ambassadeur de Chine en Algérie a indiqué que la coopération économique et commerciale est la « pierre angulaire » et le « moteur » des relations sino-algériennes, apportant des avantages tangibles aux deux parties. Depuis 2013, la Chine est restée le plus grand partenaire commercial de l'Algérie et la principale source d'importations pendant dix années consécutives. En 2023, le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Algérie a dépassé pour la première fois les 10 milliards de dollars américains. En même temps, la Chine est également une source importante d'investissements étrangers en Algérie, avec des investissements chinois cumulés dépassant les 2 milliards de dollars américains, principalement dans les domaines du pétrole et du gaz, des matériaux de

construction et des industries légères entre autres. Depuis l'adoption de la nouvelle loi sur les investissements en Algérie, l'environnement des affaires dans le pays s'améliore continuellement, offrant ainsi aux investisseurs étrangers, y compris ceux de Chine, davantage de facilités et un espace élargi pour la coopération, avait-il souligné. En 2023, les investissements directs chinois en Algérie ont augmenté de plus de 70 millions de dollars américains, enregistrant une hausse annuelle de 86 %. Actuellement, des entreprises automobiles chinoises telles que JAC, Chery et Geely, ainsi que des entreprises d'appareils électroménagers comme Hisense, Haier et Midea, sont en train de finaliser les démarches d'investissement. Le gouvernement chinois encourage et soutient les entreprises chinoises à accroître leurs investissements en Algérie, notamment depuis la visite du président Tebboune en Chine.

3^e SALON INTERNATIONAL DU LABORATOIRE ET DE L'IMAGERIE MÉDICALE
Plus de 200 firmes de 24 pays attendues à Alger

L a 3ème édition du Salon international du laboratoire et de l'imagerie médicale (ImLab) se tiendra du 23 au 26 octobre 2024 au Palais des expositions (Alger) sous le thème "diagnostic connecté vers une médecine 4.0". "Plus de 200 firmes nationales et étrangères en provenance de 24

pays, dont des leaders mondiaux de l'équipement et de solutions de diagnostic, vont exposer leurs dernières innovations", a indiqué la responsable de ce Salon, Yasmine Chaouche, lors d'une conférence de presse organisée lundi à Alger. Elle a souligné que l'édition de cette année "se penchera sur l'in-

novation et sera question de mettre en avant le diagnostic connecté et les innovations technologiques qui transforment le secteur de la santé". Ce Salon sera également l'occasion de "découvrir, en avant-première, ces technologies qui façonnent l'avenir du diagnostic médical

et bénéficier d'offres spéciales pour l'acquisition de ces équipements" et permettra aussi de "favoriser les échanges entre les professionnels de la santé et les experts en technologie pour la création de partenariats dans ce domaine", a-t-elle ajouté.

ALGÉRIE-BELGIQUE

Signature d'un accord de partenariat en matière
de prise en charge médicale

U n accord de partenariat a été signé, lundi à Alger, entre la Caisse nationale des Assurances sociales (CNAS) et l'Hôpital Universitaire de Bruxelles (Belgique). L'accord a été signé par le Directeur général de la CNAS, Nadir Kouadria et le Directeur général de l'Hôpital Universitaire de Bruxelles (HUB) Renaud Witmeur, sous la supervision du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, et de l'Ambassadeur de Belgique en Algérie, Jean-Jacques Quairiat. S'exprimant à cette occasion, M. Bentaleb a indiqué que ce partenariat s'inscrivait dans le cadre "des efforts des autorités algériennes visant à améliorer la qualité de la prise en charge médicale des citoyens, soulignant qu'il tendait à renforcer la collaboration et

l'échange dans le domaine médicale entres les deux pays et à bénéficier des avancées des expertises médicales en Belgique, outre l'acquisition de compétences médicales dans divers domaines, dont la pédiatrie, l'oncologie, et la chirurgie cardiaque. Et d'ajouter, "l'accord comprend des clauses relatives à la formation et au transfert de la technologie, à travers la mise en place d'un programme d'action commun en coordination avec le secteur de la santé et la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer, qui se focalisera, dans un premiers temps, sur la médecine nucléaire, l'oncologie, et la pédiatrie. A cette occasion, le ministre a mis en avant les efforts nationaux consentis dans le domaine sanitaire, "qui ne cesse de se

renforcer par des réalisations traduisant la volonté de l'Etat et de son engagement à garantir, au citoyen, une prise en charge sanitaire qualitative, en témoignent les développements importants dans le domaine de la santé". De son côté, l'ambassadeur belge s'est félicité des relations des deux pays, soulignant l'importance de cet accord qui est à même de contribuer au renforcement de l'échange des expertises entre les deux parties en la matière. La délégation belge représentant le HUB à la cérémonie de signature de cet accord, rendra visite à la clinique médico-chirurgicale infantile de Bou-Ismaïl (Tipasa) et au CHU "Mohamed-Lamine Debaghine" à Alger afin de s'enquérir de l'expérience algérienne et des moyens disponibles en la matière.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GAZODUC TRANSSAHARIEN

Un projet stratégique pour l'Algérie et l'Afrique

Le projet du gazoduc transsaharien revêt une importance stratégique majeure, reliant les champs de gaz du sud du Nigeria à l'Europe, en passant par le Niger et l'Algérie. Ce projet est non seulement crucial pour l'Algérie, mais également pour l'ensemble du continent africain, car il représente une opportunité significative de renforcer l'intégration régionale et de diversifier les sources d'approvisionnement énergétique pour l'Europe, particulièrement à un moment où celle-ci cherche à se prémunir contre des incertitudes géopolitiques, a souligné Ahmed Hidouci, expert en économie.

Par Mourad A.

Lors de son intervention sur les ondes de la radio nationale, Ahmed Hidouci a expliqué que, dans ce contexte, l'Algérie s'affirme comme un acteur central dans le paysage énergétique africain et international. En consolidant sa position de leader dans le secteur du gaz, le pays peut non seulement renforcer ses relations économiques avec d'autres nations africaines, mais aussi affirmer sa stature sur la scène mondiale. La réalisation de ce gazoduc témoigne d'un engagement à long terme, ayant été initiée en 2002, et illustre les avancées significatives que l'Algérie a accomplies en matière d'infrastructures pour établir des connexions avec le Nigeria et le Niger. Il a également souligné l'importance d'autres initiatives, telles que le développement d'un réseau de fibre optique et

un projet d'électricité interconnectée. Ces projets complémentaires visent à renforcer les liens entre les pays africains, mettant en lumière une approche intégrée du développement régional qui va au-delà de l'énergie et favorise une coopération plus large. « L'Algérie nouvelle a constamment œuvré ces dernières années pour finaliser ce projet, lancé en 2002. Aujourd'hui, elle dispose des infrastructures nécessaires pour établir des connexions avec les pays concernés, à savoir le Nigeria et le Niger. Le pays a également intensifié ses initiatives visant à renforcer les liens avec les nations africaines, notamment à travers le gazoduc transsaharien, le réseau de fibre optique et le projet d'électricité interconnectée. Ces projets revêtent sans aucun doute une importance capitale et illustrent l'engagement de l'Algérie à renforcer ses relations et ses échanges avec les pays du continent. Ils

contribuent aussi à accroître sa présence, dans le cadre d'une approche bien établie qui associe la stabilité politique et sécuritaire des pays voisins à un développement économique inclusif, » a-t-il déclaré. Cependant, la réussite de ce projet repose également sur la stabilité politique des pays concernés. L'expert a établi un lien clair entre un environnement politique stable et le développement économique, soulignant que la sécurité et la coopération régionale sont des éléments clés pour garantir le succès du gazoduc. Dans cette optique, une réunion tripartite entre l'Algérie, le Niger et le Nigeria est imminente, et elle sera déterminante pour évaluer l'avancement des travaux, établir les arrangements nécessaires et montrer un engagement collectif vers l'achèvement du projet. Pour rappel, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a annoncé, dimanche à Alger,

une réunion prochaine entre les ministres de l'Énergie des trois pays concernés par le gazoduc transsaharien (Algérie, Niger, Nigeria), afin de s'enquérir du taux d'avancement de ce projet stratégique. Cependant, des défis subsistent, notamment les difficultés financières que rencontre le Niger, qui pourraient entraver le bon déroulement du projet. Hidouci a appelé à une mobilisation des ressources financières pour surmonter ces obstacles et assurer la viabilité du gazoduc. En somme, ce projet est perçu comme un élément central de la stratégie énergétique de l'Algérie, avec des implications profondes pour le développement économique et l'intégration régionale en Afrique. La collaboration entre les pays impliqués sera essentielle pour réaliser ce projet ambitieux, malgré les défis politiques et financiers qui se présentent.

ASSURANCE ET GESTION DES RISQUES INDUSTRIELS

La CNMA propose des solutions innovantes aux entreprises

Par S R.

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a organisé, hier dans la wilaya de Bejaia, un séminaire sur l'assurance et la gestion des risques industriels à travers lequel elle s'est engagée à offrir des solutions innovantes pour un meilleur accompagnement des opérateurs économiques et de nouvelles polices d'assurance pour mieux accompagner les entreprises industrielles, indique un communiqué de la Caisse.

Centré autour du thème «assurance et gestion des risques industriels: solutions innovantes pour un meilleur accompagnement des opérateurs économiques», le séminaire renforce l'engagement de la CNMA «à établir une relation de proximité avec ses assurés et à les aider à naviguer à travers les défis quotidiens liés aux risques industriels», précise le communiqué. Dans son intervention, le directeur des risques industriels à la CNMA, M. Rabah Mekircha a mis en avant l'importance de «comprendre les spécificités des entreprises locales

pour leur offrir des solutions adaptées». Il a dans cette optique affirmé que ces solutions passent par «une analyse approfondie des risques qu'ils soient matériels, humains ou immatériels». La CNMA a relevé que la gestion des pertes d'exploitation est «un enjeu majeur» pour les entreprises, notamment celles situées dans la wilaya de Bejaia, et qui joue un rôle crucial dans le tissu industriel algérien. «Les dommages matériels, qu'ils soient causés par des incendies, des bris de machines ou des cyberattaques,

peuvent entraîner des pertes significatives, allant de la réduction des ventes à l'augmentation des coûts opérationnels», est-il souligné. A l'occasion, plusieurs solutions innovantes, allant des outils numériques pour la gestion des sinistres aux nouvelles polices d'assurance adaptées aux besoins spécifiques des entreprises industrielles, ont été proposées aux opérateurs lors de ce séminaire, détaille la même source. Ces solutions visent à «optimiser la protection des chaînes d'exploitation et à garantir une continuité d'activité, même en

cas de sinistre majeur, renforçant ainsi la résilience de l'entreprise face aux aléas», appuie-t-on encore de même source. Le communiqué souligne que les témoignages d'entreprises présentes lors du séminaire attestent de «l'impact positif» de leur collaboration avec la Caisse, tant sur la pérennité des activités que sur la capacité des entreprises à surmonter des crises.

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE

Croissance de la demande en pétrole et objectifs durables

Par M. A.

Les derniers chiffres révélés par la plateforme spécialisée dans les marchés de l'énergie, «Attaqa.net», offrent une vision nuancée des défis et des opportunités énergétiques en Afrique, mettant en lumière à la fois la demande croissante en pétrole et les ambitions en matière d'énergie renouvelable. Alors que les besoins en pétrole continuent de croître, influençant potentiellement les marchés mondiaux, un engagement fort de la part des gouvernements et des investisseurs est crucial pour garantir un avenir énergétique durable. D'ici 2050, la demande en pétrole sur le continent devrait doubler pour atteindre environ 8,9 millions de barils par jour, principalement en raison de la croissance du secteur du transport terrestre, qui pourrait représenter 7,5 % de la demande mondiale. Actuellement, la consommation s'élève à 4,5 millions de

barils par jour, avec une prévision d'augmentation de 4,4 millions de barils, alimentée par l'arrivée attendue de 170 millions de nouveaux véhicules. Cependant, alors que l'Afrique se prépare à devenir un acteur clé sur le marché pétrolier, elle doit également faire face à des défis majeurs pour atteindre ses objectifs en matière d'énergie renouvelable. L'Union africaine ambitionne de produire 300 GW d'énergie renouvelable d'ici 2030, un objectif qui exige des investissements massifs et une planification rigoureuse. Bien que les investissements dans ce secteur aient doublé pour atteindre 15 milliards de dollars en 2023, ils restent concentrés dans un nombre limité de pays, tels que l'Égypte, le Maroc, le Kenya, le Niger et l'Afrique du Sud, freinant ainsi l'expansion dans d'autres régions. Les capacités ajoutées sont également en deçà des ambitions, avec seulement 8 GW ajoutés par an alors que 32,5 GW

sont nécessaires. Néanmoins, la croissance des installations solaires sur les toits, atteignant 6,3 milliards de dollars, témoigne d'une volonté d'explorer des solutions alternatives, notamment en réponse à l'augmentation des coûts de l'énergie. Malgré l'ajout de 7,9 GW d'énergie renouvelable l'année dernière, le charbon et le gaz continuent de dominer la production d'électricité, soulignant une transition nécessaire mais incomplète. Pour que l'Afrique puisse réaliser ses ambitions énergétiques, il est essentiel de renforcer les investissements et d'établir des politiques claires. Les disparités régionales et le manque de vision cohérente freinent les progrès vers une utilisation accrue des énergies renouvelables. Avec ses vastes ressources et son dynamisme économique, l'Afrique est bien positionnée pour jouer un rôle central sur la scène énergétique internationale dans les décennies à venir.

PÉTROLE

Le Brent à 71,72 dollars

Les cours du pétrole hésitent lundi, plombés par une perspective de hausse de la production mais sensibles aux risques géopolitiques au Moyen-Orient. Vers 11h40, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, dont c'est le dernier jour de cotation, a perdu 0,36% à 71,72 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), de même échéance, monte 0,06% à 68,21 dollars. La faiblesse persistante de la demande chinoise pèse sur le marché pétrolier depuis plusieurs mois, ont expliqué des analystes. La semaine précédente, Pékin a fait de nombreuses annonces visant à relancer l'économie, mais le marché attend d'en voir les effets matérialisés sur la croissance. En effet, les mauvais indicateurs économiques de la Chine, premier consommateur de pétrole, l'emportent sur les risques géopolitiques, soulignent les experts.

TOURISME

Une délégation parlementaire slovène en voyage-découverte des potentialités de Timimoun

Une délégation parlementaire slovène, conduite par la présidente de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, Mme Urska Klakocar Zupancic, a effectué un circuit touristique dans la wilaya de Timimoun, à la découverte des potentialités naturelles et touristiques que renferme l'Oasis-rouge, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. La visite de Mme Urska Klakocar Zupancic dans la wilaya de Timimoun s'inscrit dans le cadre de sa visite officielle de travail en Algérie et coïncide avec le lancement de la saison touristique saharienne qui connaît une affluence de touristes vers le Sud en général, ont indiqué les mêmes services. Cette tournée a permis à la délégation slovène de s'enquérir, dimanche, d'une exposition d'articles de l'artisanat, des atours de cette région du grand Sud, riche en sites touristiques et archéologiques, dont les grottes d'Ighzer et la foggara Badgha de partage des eaux dans la région d'Ouled Said, avant d'apprécier une soirée artistique dans le genre Ahellil et de la musique locale. La wilaya de Timimoun s'attend cette saison à une forte affluence de touristes étrangers devant influencer positivement sur le secteur du tourisme et le développement socio-économique de la région.

PROJET HYDRAULIQUE

Derbal insiste sur le respect des délais de réalisation

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a souligné, avant-hier à Biskra la nécessité de réduire les délais de réalisation des projets du secteur nécessaires au bien-être du citoyen. Présidant le lancement du projet de réalisation et de rénovation de collecteurs principaux des eaux usées du chef-lieu de wilaya sur une distance de près de 35 km, le ministre qui a effectué une visite de travail et d'inspection, dans la wilaya de Biskra a souligné qu' "outre le strict respect des normes techniques de réalisation, il faut accélérer les opérations de réalisation pour éviter tout retard". Il a également ajouté qu' "en plus du respect de la loi relative aux marchés publics, les instances concernées et les services techniques sont tenus d'élaborer des cahiers de charges qui ne soient pas contraignants mais qui tiennent compte de la qualité dans la réalisation et imposent aux contrac-

tants le respect des délais des travaux et le recours au système de travail par équipes pour les terminer dans les délais". Le ministre a insisté sur l'importance du suivi quotidien des projets pour répondre aux préoccupations des citoyens, relevant que les opérations de rénovation des réseaux d'assainissement dans la wilaya de Biskra sont importantes au regard de la vétusté des réseaux et du fait qu'elles permettront d'éliminer le problème d'obstruction des canalisations, de faire face aux inondations et d'éviter les maladies à transmission hydrique (MTH). M. Derbal a reçu des explications sur le projet lancé qui prend en compte l'extension urbaine de la ville de Biskra sur les moyen et long termes, mobilisant dans sa première tranche une enveloppe financière de 4 milliards DA et est divisé en 10 lots avec des délais de réalisation de 8 mois. Le ministre a ins-

pecté les travaux de fonçage d'un puits profond de 500 mètres dans la commune d'El Kantara (60 km au nord de Biskra) destiné à l'irrigation agricole et une partie de la bande du barrage vert, mettant l'accent sur l'importance de ce projet pour la réhabilitation des anciennes oasis. Il a également donné le coup d'envoi du projet de rénovation des canalisations d'approvisionnement en eau potable de la ville de Biskra à proximité de la gare ferroviaire avant de lancer au terme de sa visite les travaux de parachèvement de la réalisation d'une station d'épuration des eaux usées à Lemsid. M. Derbal a mis l'accent à l'occasion sur l'importance de la valorisation des eaux usées et leur réutilisation pour l'irrigation agricole à l'effet de faire face au stress hydrique et aux changements climatiques et élargir la surface des terres agricoles.

BOUMERDES

Reprise de l'opération de dragage du port de pêche de Zemmouri

Les travaux de dragage du port de pêche de Zemmouri El-Bahri, à l'Est de Boumerdes, ont repris dernièrement pour l'enlèvement de près de 105.000 m3 de vase, de sable et autres détritux qui s'y sont accumulés, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la pêche et de l'aquaculture. L'opération vise à approfondir et à élargir les chenaux d'accès afin d'améliorer les conditions de travail des pêcheurs, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Kadri Cherif. Il a ajouté qu'il s'agit de la 2e opération du genre au port de Zemmouri El Bahri, après

celle réalisée en urgence en 2014, suivie par une autre en avril dernier ayant permis l'enlèvement de près de 35.000 m3 de vase. La dernière opération de dragage a été interrompue en raison de conditions météorologiques non propices, mais aussi parce qu'elle a coïncidé avec la saison estivale, a-t-il précisé. Pour sa part, la directrice locale des travaux publics, Ferial Saâyoud, dont la direction est impliquée dans le dragage du port, a fait savoir qu'une enveloppe de plus de 630 millions de DA a été affectée à cette opération qui s'étalera sur 13 mois.

Cette opération a été inscrite en réponse aux sollicitations des pêcheurs exerçant au port et qui éprouvaient des difficultés à y accéder ou à en sortir, notamment lorsqu'il s'agit de grandes embarcations, en raison de l'accumulation de la vase, selon la même responsable. L'objectif principal visé par ces travaux est d'élargir de 5 à 7 mètres le tirant d'eau de l'entrée du port de Zemmouri El Bahri, par l'enlèvement du sable et de la vase qui s'y sont déposés et accumulés suite aux intempéries et aux vents forts accompagnés de courants sous-marins.

CONCOURS D'ACCÈS À L'ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DU TOURISME

Didouche donne le coup d'envoi des épreuves écrites

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a présidé, dimanche, la cérémonie du coup d'envoi des épreuves écrites du concours national d'accès à l'Ecole nationale supérieure du tourisme (ENST), qui se sont déroulées à l'ENST et à l'Université d'Alger 3, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, M. Didouche a salué "l'intérêt des jeunes au secteur du tourisme et de l'hôtellerie, compte tenu des besoins du secteur en cadres jouissant de compétences nécessaires pour appuyer les efforts de développement et de renforcement de la concurrence, à travers l'amélioration des services, la diversification du produit touristique algérien et la promotion de la destination touristique Algérie", exprimant ses vœux "de succès" aux participants. Les épreuves se sont déroulées dans de "bonnes conditions", l'administration de l'Ecole, en coordination avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et l'université d'Alger 3, ayant mobilisé "tous les moyens humains et matériels pour en assurer la réussite", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	400,00	NC	0,00	-4,60	-6,80	7,72	7,50	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-2,74	-6,43	6,54	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 250,00	2295,00	+2,00	1,22	0,20	12,07	5,45	5618	12 893 310,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,59	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	-8,03	-17,09	2,03	-	15	6 075,00

Mercuriale

وزارة التجارة وتربية الصادات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 30 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Septembre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
Produits	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	91	111	70	البطاطا
	Tomate	93	109	76	الطماطم
	Oignon sec	50	56	43	البصل الجاف
	Ail sec	399	459	339	الثوم الجاف
	Carotte	83	93	72	الجزر
	Navet	117	130	103	لفت
	Poivron	112	126	98	الفلفل الاخضر
	Piment	129	145	113	الفلفل الحار
	Courgette	171	188	154	الكوسة
	Haricot vert	232	257	208	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	147	162	132	الخس
Fruits frais	Pomme locale	379	484	273	التفاح المحلي
	Datte	554	687	422	التمر
	Melon	98	110	86	البطيخ الاصفر
	Pastèque	87	96	78	البطيخ الاحمر
	Poire	393	494	293	الاجاص
	Raisin	207	261	152	العنب
Produits d'origine animale	Banane	441	455	428	الموز
	Viande bovine locale	1807	1946	1669	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	456	468	443	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

SITUATION SANITAIRE DANS L'EXTRÊME SUD DU PAYS

40 décès causés par la diphtérie et le paludisme

Les épidémies de diphtérie et de paludisme qui ont frappé les wilayas du sud de l'Algérie, notamment Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, ont causé la mort d'au moins 40 personnes sur un total de 536 cas recensés. La ville de Tinzaouatine, située à la frontière avec le Mali, est la plus touchée par cette double menace, selon le Pr Kamel Sanhadji, président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), de retour d'une mission dans le Sud du pays.

Par Mourad A.

Lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, le Pr Sanhadji a précisé que, sur les 28 décès causés par la diphtérie, 27 ont été enregistrés à Tinzaouatine et un à In Guezzam. Depuis le 28 août, la majorité des cas de diphtérie dans le Grand-Sud ont été recensés dans les zones frontalières, notamment à Tinzaouatine et Timiaouine. Parallèlement, le paludisme, qui s'est propagé en raison des récentes pluies ayant favorisé la stagnation des eaux et la prolifération de moustiques, a également fait des victimes. Le paludisme, bien que non contagieux entre humains, est transmis par les moustiques. Depuis la fin du mois d'août, 421 cas ont été signalés, principalement à Tinzaouatine et In Guezzam, où 200 cas ont été recensés. La situation est similaire à Timiaouine, dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, où 12 décès dus au paludisme ont été enregistrés, dont 5 à In Guezzam et 7 à Tinzaouatine. Le professeur a cependant souligné que la plupart des cas de diphtérie et de paludisme sont « majoritairement importés », en raison des migra-

tions transfrontalières en provenance des pays voisins, exacerbées par les changements climatiques. Ces migrations ont contribué à la propagation de ces maladies dans les zones frontalières, où les conditions de vie et les infrastructures sanitaires sont souvent insuffisantes. Face à cette double épidémie, le Pr Sanhadji a déploré l'insuffisance des infrastructures de santé locales. Bien que Tamanrasset dispose d'un centre de référence pour le traitement du paludisme, les localités plus reculées, comme In Guezzam et Tinzaouatine, ne peuvent compter que sur des polycliniques et de petits centres de soins, à peine fonctionnels. Ces structures peinent à répondre aux besoins croissants de la population. Même si des projets d'hôpitaux sont en cours, ils restent inachevés, retardant toute amélioration significative des capacités de prise en charge. La vaccination constitue également un défi majeur. Le Pr Sanhadji rappelle qu'avant la pandémie de Covid-19, l'Algérie était un modèle en matière de vaccination. Cependant, la crise mondiale a entraîné une négligence des autres vaccins, notamment celui contre la diphtérie. Cette « dette immunitaire » a permis la résurgence

de la maladie dans ces régions, où la couverture vaccinale s'est considérablement affaiblie. Le Pr Sanhadji insiste sur la nécessité de redoubler d'efforts pour prévenir de futures épidémies. L'accès au dépistage demeure aussi un enjeu crucial. Dans ces zones éloignées, les équipements sont rudimentaires. Bien que certains tests puissent être réalisés sur place, la majorité des prélèvements doivent être envoyés à Alger, provoquant des retards dans le diagnostic et le traitement des patients. Le Pr Sanhadji préconise de renforcer les capacités locales de dépistage pour agir plus rapidement face aux urgences sanitaires. Pour rappel, suite à l'apparition de cas de diphtérie et de paludisme dans les wilayas du sud de l'Algérie, l'Agence nationale de sécurité sanitaire a été envoyée sur ordre du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Cette mission a pour objectif d'évaluer scientifiquement la situation épidémiologique à travers une commission médicale composée d'épidémiologistes, d'immunologues, d'experts en vaccination et d'un corps paramédical de 14 agents de santé publique, afin de renforcer les équipes médicales déjà présentes sur le terrain.

EL-MENIAÂ

Raccordement d'une exploitation agricole algéro-saoudienne au réseau d'électricité

Une exploitation agricole, fruit d'un partenariat entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite, dans la wilaya d'El-Meniaâ a été raccordée au réseau d'électricité, a-t-on appris lundi des services de la wilaya. Dotée d'une enveloppe estimée à plus de 320 millions de DA, cette opération a permis la réalisation d'un réseau de plus de 55 kilomètres et l'installation d'une douzaine de transformateurs électriques d'une capacité de 160 kilovoltam-

père, a précisé à l'APS le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Ahmed Abdeddou. S'exprimant en marge de la cérémonie de mise en service, le wali Mokhtar Benmalek, a salué les efforts déployés par la société Sonelgaz en vue de raccorder l'ensemble des exploitations agricoles au réseau d'électricité, notamment celles spécialisées dans les filières stratégiques, signalant que cette opération destinée aussi aux exploi-

tations agricoles limitrophes, permettrait de doubler la production agricole et de déminer la consommation de carburant des générateurs de courant électrique utilisés par les agriculteurs de la région. De son côté, le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Mosbah Youcef, a fait savoir que cette exploitation agricole, qui s'étale sur une superficie globale de 5.000 hectares au niveau du périmètre agricole Mechguerdel, est spécialisée

dans les cultures stratégiques, à l'instar de la céréaliculture (l'intensification des semences) et la phoeniciculture. Un plan spécial a été établi au profit de cet important investissement agricole qui avait déjà bénéficié d'une trentaine d'autorisations de forage de puits, comportant diverses opérations dont l'installation de 80 nouveaux pivots, porteront d'ici fin 2027 à 100 le nombre total de pivots, a ajouté le DSA.

MARKETING TOURISTIQUE

Nécessité de renforcer le tourisme virtuel

Par Reda Hadi/Agence

Des participants au 1er Colloque international sur "le rôle des technologies numériques dans la promotion du patrimoine culturel et la relance du développement touristique", dont les travaux ont pris fin lundi à Oran, ont recommandé la nécessité de renforcer le tourisme virtuel comme outil de promotion touristique. Ils ont appelé à la création de plateformes et des sites web de promotion du produit traditionnel local. En effet, les participants ont souligné, au terme de cette rencontre organisée deux jours durant par l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella", en collaboration avec l'université de Sfax (Tunisie), la nécessité de création de plateformes et sites numériques de promotion du tourisme et fournir des applications afin de renfor-

cer l'expérience de visites numérisées de sites et espaces du patrimoine. Ils ont également appelé à la création de magazines nationaux de tourisme électronique soucieux de présenter diverses zones touristiques et leur patrimoine matériel et immatériel dans le cadre de leur préservation. Dans le même cadre, les participants ont indiqué que l'emploi de diverses technologies interactives pour promouvoir les produits touristiques est devenu plus que nécessaire, en plus d'élaborer des programmes de formation dans le domaine du tourisme numérique, encadrés par des experts et spécialistes du domaine, et en mettant en œuvre une stratégie visant à adopter le tourisme numérique comme programme d'études dans les instituts et les universités. Un appel a également été lancé pour adopter des programmes et des projets

de recherche dans le cadre de formations doctorales ou de projets de recherche dans lesquels une coopération s'opère entre spécialistes du domaine technique et du patrimoine matériel, tout en recherchant des moyens de coopération entre les organismes gestionnaires du secteur touristique et les institutions des secteurs public et privé. Les participants ont aussi insisté sur l'importance de rechercher des partenariats externes, afin de fournir les capacités nécessaires à la création d'un tourisme numérique. A noter que plusieurs conférences ont été animées, au cours de cette rencontre, telles que «Le patrimoine culturel comme moteur du tourisme durable», "Le rôle des sites de réseaux sociaux dans la protection du patrimoine», «la promotion culturelle et la formulation de plans de conviction via les réseaux sociaux»,

«impact des applications de l'intelligence artificielle sur la commercialisation des services de tourisme et de voyages» et «l'intelligence artificielle comme outil de documentation du patrimoine culturel matériel, opportunités et défis». Cette manifestation scientifique, à laquelle ont assisté des participants venus de plus de 12 universités algériennes et tunisiennes, yéménites, égyptiennes et autres, a été organisée par le Laboratoire de recherche pour l'analyse et la conception des modèles médiatiques en histoire, économie, sociologie et politique du département de l'information et de la Communication de l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella", en coopération avec l'Institut Supérieur d'Informatique et Multimédia de l'Université de Sfax (Tunisie), s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux institutions universitaires.

LG ELECTRONICS ALGÉRIE

La gamme de téléviseurs 2024 dévoilée

LG Electronics Algérie a organisé, hier à Alger, un événement exclusif marquant une nouvelle ère d'innovation dans sa gamme de téléviseurs. Fidèle à son engagement envers ses consommateurs algériens, LG se distingue en étant la seule marque en Algérie à renouveler sa gamme chaque année. Comme à son habitude, LG dévoile cette fois-ci la gamme 2024, avec plusieurs nouveautés captivantes, notamment les modèles OLED evo, le lancement inédit des téléviseurs QNED pour la première fois en Algérie, ainsi que le programme WebOS24 Re : New Program. Cet événement a permis aux participants de découvrir les dernières avancées de LG, avec un accent particulier sur l'expérience utilisateur et la volonté de la marque de rendre la technologie plus accessible et intuitive. Les modèles OLED, QNED, NanoCell et UHD TV illustrent cette renaissance, représentant l'engagement de LG à redéfinir les standards de l'industrie tout en simplifiant la vie de ses consommateurs. Un engagement vers l'innovation centrée sur l'utilisateur. L'événement a débuté par une introduction soulignant l'engagement de LG à placer l'expérience utilisateur au cœur de ses innovations. Plutôt qu'une simple présentation, l'événement se concentrait uniquement sur les aspects techniques, LG s'efforce constamment de développer des produits qui facilitent la vie des consommateurs en proposant des solutions simples et intuitives. Toujours à la recherche de nouvelles façons de rendre le quotidien plus facile, cette approche est incarnée par la technologie OLED, qui continue de s'améliorer pour offrir une expérience visuelle optimisée et personnalisée. Classé meilleur OLED TV au monde, numéro 1 pour la 11ème année consécutive, le LG OLED illustre cette volonté de combiner performance et accessibilité, consolidant ainsi son leadership sur le marché des téléviseurs.

AIN DEFLA
**Près de 13.000
têtes bovines
vaccinées contre
la fièvre aphteuse
depuis mai
dernier**

Près de 13.000 têtes bovines ont été vaccinées contre la fièvre aphteuse depuis mai dernier à ce jour dans la wilaya d'Ain Defla, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des services agricoles (DSA). Un cheptel de 12.987 têtes bovines a été vacciné contre la fièvre aphteuse à travers la wilaya d'Ain Defla dans le cadre d'une campagne de vaccination lancée le mois de mai dernier et qui se poursuit jusqu'au 30 du mois en cours, a indiqué à l'APS, l'inspecteur vétérinaire de wilaya, Boualem Madani. Près de 1.184 éleveurs bovins à travers la wilaya sont touchés par l'opération de vaccination de leurs cheptels et pour laquelle 17.500 doses de vaccin ont été distribuées aux vaccinateurs, a ajouté M. Madani, soulignant que 29 vétérinaires exerçant à titre privé et 30 vétérinaires du secteur public ont été mobilisés par la DSA.

Il a fait savoir aussi qu'un autre lot de 1.000 doses de vaccin a été acquis par les services agricoles dans le cadre de la lutte contre la propagation de la dermatose nodulaire contagieuse (DNC). Le même responsable a affirmé que près de 800 têtes bovines ont été déjà vaccinées contre la DNC, assurant que la campagne de vaccination a été menée dans des zones situées à proximité des foyers déclarés dans la wilaya. M. Madani a tenu à rassurer qu'hormis les 3 cas enregistrés en juin dernier, "la wilaya n'a pas connu de nouveaux cas de dermatose nodulaire contagieuse bovine", affirmant que "la situation est sous contrôle".

GHARDAÏA

Plus de 2.000 ha réservé à la céréaliculture

Une superficie globale de 2.012 hectares a été réservée à la céréaliculture dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de la saison agricole 2024-2025, a-t-on appris auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA).

Cette superficie, irriguée sous-pivots et ensemencée, est consacré exclusivement au blé dur, a révélé, à l'APS, Khaled Djebrit, ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA. Et de préciser que cette superficie a été réservée à la culture du blé dur, suite à une convention signée entre une trentaine de céréaliculteurs et la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Laghouat, dans le cadre d'une stratégie visant à encourager et intensifier la culture de blé dur afin de répondre aux besoins de la population et réduire la facture d'importation des céréales. Les emblavements de céréales dans la wilaya de Ghardaïa ont enregistré cette saison agricole une "hausse appréciable", passant de 1.486 ha la saison dernière à 2.012 ha pour

la saison actuelle, qui "s'annonce sous de bons auspices, avec une bonne pluviométrie en début de l'opération de labours", a fait savoir M. Djebrit. L'extension de la superficie destinée aux cultures céréalières sous pivots s'est effectuée suite à une sensibilisation continue sur l'importance de ce segment cultural stratégique et à la mise en valeur de nouveaux périmètres agricoles dans la partie Sud de la wilaya (Métlili, Seb-Seb et Mansourah), a-t-il encore expliqué. Pour garantir une bonne saison avec des rendements performants, les services de la DSA ont entamé des campagnes de sensibilisation au profit des agriculteurs de la région pour leur expliquer l'itinéraire technique cultural et les méthodes d'entretien

des cultures céréalières, à travers la lutte contre les herbes nuisibles et la fertilisation des sols. Par ailleurs, les responsables de la CCLS de Laghouat s'emploient à assurer la réussite de cette campagne en garantissant la disponibilité d'une semence sélectionnée et certifiée ainsi qu'une quantité suffisante d'intrants agricoles destinés à la fertilisation des sols, en plus de la mobilisation de matériels agricoles nécessaires, a-t-on signalé. Une production prévisionnelle de plus de 70.000 quintaux de céréales est attendue cette saison dans la wilaya de Ghardaïa, qui avait engrangé la saison écoulée plus de 55.000 quintaux de céréale, d'après les techniciens de la DSA.

TISSEMSILT

Taux d'avancement appréciable des projets forestiers

Les différents projets du secteur des forêts de la wilaya de Tissemsilt affichent "des taux d'avancement appréciables", a indiqué, dimanche, le Conservateur des forêts, Khechamli Larbi. M. Khechamli a précisé que ces projets ont été mis en œuvre dans le cadre de la concrétisation du programme spécial décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de la wilaya, indiquant que les opérations engagées dans ce cadre ciblent l'ouverture et l'aménagement de pistes sylvicole et des travaux forestiers.

Le même responsable a fait savoir que les travaux inhérents aux projets d'ouverture et d'aménagement de pistes sylvicoles sur quelque 30 kilomètres ont été concrétisés à hauteur de 90% (27 kilomètres), faisant observer que les 3 kilomètres restants, en cours actuellement au niveau des espaces forestiers des communes de Lazharia (2 km) et Beni Lahcene, affichent des taux d'avancement de plus de 60%, sachant que ces deux projets seront réceptionnés au mois d'octobre prochain. S'agissant des travaux forestiers et

l'aménagement des pare-feux dans les zones sylvicoles, sur une distance de 105 kilomètres, la même source a déclaré qu'ils sont "totalement achevés", indiquant que l'objectif escompté à travers ces opérations est de faciliter les opérations d'intervention des forestiers, lors d'éventuels incendies dans ces aires boisées et à faciliter également la mobilité des riverains à l'intérieur de ces mêmes espaces, outre l'impact positif sur l'activité touristique que ces projets sont appelés à induire. Dans ce même ordre d'idée, M. Khe-

chamli a fait observer que la wilaya de Tissemsilt n'a pas enregistré, cette année, d'incendies majeurs, hormis certains départs de feu de moindre envergure ayant ravagé au total une superficie de 1,7 hectare de maquis et de broussailles enregistrés au niveau des communes de Boucaïd, Lardjem, Sidi Lantri et Lazharia, sachant que le domaine forestier de la wilaya s'étend sur une superficie de 76.000 hectares, soit près de 24% de l'ensemble de la superficie de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest.

JIJEL

Assainissement du foncier destiné à l'investissement: récupération de 23 lots de terrains

La commission de wilaya de suivi et d'assainissement des projets d'investissement, dans la wilaya de Jijel a récupéré depuis le début de l'année en cours 23 lots de terrains dont les bénéficiaires n'ont pas concrétisé leurs projets, ont indiqué dimanche les services de wilaya. Les mêmes services ont précisé que dans le cadre du travail de cette commission et conformément aux dispositions de la loi fixant les conditions d'octroi du foncier économique relevant du domaine

privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, 23 lots de terrains dont les bénéficiaires n'ont pas concrétisé leurs projets ont été récupérés du début de cette année au 27 septembre courant. Parmi ces lots, 21 totalisant une superficie de 6,61 hectares se trouvent dans la zone industrielle de Bellara à El Milia, une (1) d'une superficie de 2 hectares dans la zone des activités de Béni Ahmed, dans la commune de Kaous et un autre de 2,45

hectares, dans la zone mitoyenne du port de Djen Djen, selon la même source. Dans le même contexte, 32 mises en demeure ont été adressées à des investisseurs affichant du retard dans l'exécution et le parachèvement de leurs projets pour relancer et accélérer les travaux avant l'engagement des procédures légales de retrait des arrêtés de concession, ont indiqué les mêmes services qui ont assuré que l'opération d'assainissement du foncier inexploité "devra se poursuivre".

AVEC DES PRÉVISIONS DE PRODUCTION DE PLUS DE 1,6 MILLION DE QUINTAUX

Lancement de la récolte de pomme à Khenchela

Le coup d'envoi de la campagne de récolte de pomme a été donné jeudi dans une exploitation agricole privée de la commune de Chélia, dans la wilaya de Khenchela, avec des prévisions de production de près de 1,65 million de quintaux, a indiqué le directeur local des services agricoles (DSA), Saïd Tamene. Dans les explications données au wali, Youcef Mahiout à l'occasion de l'ouverture du 3ème salon de la pomme sous le slogan « culture intensive pour augmenter la production », le même responsable a souligné que « la superficie

consacrée dans la wilaya à la pommiculture atteint actuellement 7.800 hectares dont 6.200 hectares productifs concentrés, notamment à travers les communes montagneuses de Bouhmama, Lemsara, Yabous, Taouzianet, Chélia et Tamza. Pour sa part, le wali a évoqué à l'occasion les facilités accordées par l'Etat aux producteurs de la filière dont l'accès à l'électricité, le fonçage de puits profonds et le soutien aux fertilisants dont l'impact a été positif pour l'évolution de la production de pomme dans la wilaya de Khenchela leader national dans la

pommiculture. De son côté, Yacine Nasri, président de la filière pomme au Conseil national interprofessionnel de la filière de l'arboriculture fruitière, a relevé que la technique de culture intensive de pommiers permet de produire 200 quintaux à l'hectare dès la deuxième année de plantation et 600 quintaux à l'hectare à partir de la troisième année. Il a également souligné que la majorité des anciens pommiculteurs recourent à la méthode traditionnelle de culture avec une moyenne de 600 arbres par hectare qui commencent à produire à

compter de la 5ème année de plantation, tandis que la méthode polonaise moderne permet de planter 3.000 arbres à l'hectare et un début de production dès la deuxième année. La troisième édition du salon de pomme tenue au marché de gros de la commune de Bouhmama dont l'inauguration est prévue « prochainement » a été marquée par une exposition des diverses variétés de pommes produites dans la wilaya dont celles produites dans le cadre de la culture intensive en coordination avec des partenaires polonais et italiens.

Chez Volkswagen, la fin d'un monde

C'était il y a quinze ans mais, à Osnabrück, les tourments de Volkswagen font rejaillir les souvenirs douloureux de 2009. A l'époque, le carrossier Karmann, fondé un siècle plus tôt dans cette ville de 170.000 habitants au nordouest de l'Allemagne, se déclarait en faillite, ses clients dont BMW ou Volkswagen ne lui confiant plus de modèles à construire.

Par **Guillaume Guichard, Thibaut Madelin et Lionel Steinmann**

Un choc pour Osnabrück, dont le destin reste lié à cette icône de l'industrie automobile allemande, connue notamment pour son cabriolet Karmann Ghia. A son apogée, la société familiale employait jusque 7.500 salariés. Lorsqu'elle dépose le bilan, ils ne sont plus qu'environ 2.000, mais la ville ne s'avoue pas vaincue. « Les gens sont allés manifester par milliers devant la villa du patron, Wilhelm-Dietrich Karmann », se souvient Frank Henning, député social-démocrate (SPD) du Land de Basse-Saxe, dont le père a travaillé dans l'entreprise. La mobilisation a payé, mais aussi le soutien politique, dont celui du maire de l'époque Boris Pistorius, actuel ministre de la Défense. Quelques mois plus tard, la société en liquidation est reprise par Volkswagen. « J'ai été réembauché, mais entre-temps j'avais dû vendre ma maison », se souvient un ouvrier à la sortie de l'usine qui emploie aujourd'hui près de 3.000 salariés.

Les employés craignent le pire

Tous redoutent désormais un nouveau traumatisme. Volkswagen, qui emploie 120.000 personnes en Allemagne, dont l'essentiel en Basse-Saxe, a provoqué un séisme début septembre en estimant que la situation du groupe nécessitait de fermer deux usines dans le pays, tout en ouvrant la porte à des licenciements secs un peu partout. Portrait-robot des sites menacés : ils engouffrent plus de cash qu'ils n'en génèrent, sont bien loin de leur taux d'utilisation maximale et représentent au total une capacité de production de 500.000 à 750.000 voitures. Osnabrück fait partie des noms qui circulent. Alors que démarrent ce mercredi à Hanovre des négociations entre la direction du géant allemand, le comité d'entreprise et le syndicat IG Metall, les employés espèrent une nouvelle fois échapper au pire. « Nous ne voulons pas vivre un Karmann 2.0 », déclare Stephan Soldanski, responsable du puissant syndicat dans la région. Comment le géant de l'automobile européenne (un quart des ventes sur le Vieux Continent à lui seul) en est-il arrivé là ? Ce n'est pas faute d'avoir anticipé les révolutions qui secouent le secteur, avec en premier lieu la mutation vers l'électrique et l'irruption des voitures connectées. Mais le groupe a péché par orgueil, en se reposant trop sur sa puissance de feu pour franchir les obstacles. Le virage vers le zéro émission a été très tôt enclenché par Herbert Diess, le précédent

patron, après le scandale du « Dieselgate ». Son plan prévoyait une rafale de modèles zéro émission à partir de 2019, avec pour ouvrir le ban, l'ID.3, censée prendre rapidement la relève de la Golf. Volkswagen a également joué les pionniers en Europe dans la voiture centrée sur le logiciel (SDV en anglais), cette voie, défrichée par Tesla, qui permet d'améliorer un véhicule plusieurs années après l'achat grâce à des mises à jour à distance. Mais l'exécution, hélas, n'a pas été à la hauteur. L'ID.3 a vu son lancement retardé de dix mois par des soucis de logiciel. Des milliers de véhicules restaient immobilisés sur des parkings, en attendant que les bugs soient corrigés. Cela n'a pas découragé Herbert Diess, qui a appliqué la solution préférée de Volkswagen lorsqu'un problème se présente : investir plus d'argent. Il a créé en 2020 Cariad, une filiale forte de 5.000 ingénieurs (6.500 aujourd'hui). Avec la certitude que le groupe pourrait mener ce chantier en interne. L'initiative a vite tourné à la catastrophe, contribuant à l'éviction de Herbert Diess en 2022. Plombée par un manque de compétences clés et emboîchée dans les pesanteurs du mastodonte aux douze marques, Cariad a généré des retards de lancement de plusieurs années pour certains modèles, et ce n'est pas fini. Ces difficultés privent la gamme ID de Volkswagen de ce qui aurait dû être un avantage concurrentiel majeur. Le groupe doit se contenter de ventes décevantes, surtout au regard des investissements consentis. Il est certes numéro un en Europe dans le 100 % électrique au premier semestre, mais avec une part de marché bien plus faible que dans le thermique. Plus globalement, les ventes mondiales restent inférieures de 15 % au pic atteint en 2019 avant le Covid. Le marché continental semblant durablement déprimé, les analystes de HSBC anticipent un taux d'utilisation des usines en Allemagne inférieur de 34 % au maximum atteint ces dix dernières années. Un trou d'air que Volkswagen n'est pas le seul à subir. Mais là où Stellantis et Renault se sont adaptés en comprimant leurs effectifs en Europe de 15 % à 20 % depuis 2019, Volkswagen a conservé à peu près le même niveau de salariés. Perclus de rigidités, le groupe a laissé dériver sa compétitivité. Les synergies restent trop faibles, regrette l'analyste de Jefferies, Philippe Houchois : « Il y a trop d'indépendance entre les marques, qui fonctionnent parfois comme des entreprises distinctes. L'utilisation partagée d'une même chaîne de montage fait encore figure d'exception, alors que c'est devenu monnaie courante chez Stellantis. »

Apprendre de la Chine

Le coût du travail, largement le plus

élevé de l'Union européenne, n'arrange rien. « Dans les usines d'assemblage, il est 60 % plus élevé qu'en France », pointe le spécialiste du secteur Bernard Jullien. Cela reste supportable pour Audi et Porsche grâce aux marges du premium, beaucoup moins pour la marque Volkswagen, identifiée aujourd'hui comme la principale faiblesse. « Ces problèmes ont pu rester sous le tapis tant que Volkswagen restait irrigué par la manne provenant du marché chinois », de loin son premier pays, poursuit Bernard Jullien. Mais le groupe subit de plein fouet depuis le début de la décennie la concurrence des nouveaux acteurs locaux, en particulier sur le segment le plus porteur, l'électrique. BYD l'a évincé de la première place des ventes l'an dernier, et l'écart ne cesse de se creuser. Volkswagen n'est pas aux abois, avec encore 10 milliards de marge opérationnelle au premier semestre. « Mais avec plus d'une centaine d'usines d'assemblage et de pièces dans le monde, les besoins en fonds de roulement sont énormes, glisse un consultant. Ça peut aller très vite. » Selon le directeur financier Arno Antlitz, la marque n'a plus qu'« un an, peut-être deux », pour redresser le tir. Il n'y a donc pas de temps à perdre. D'abord, pour sauver ce qui peut l'être en Chine. Au printemps, la marque de Wolfsburg a présenté un plan de redressement. Une quarantaine de nouveaux modèles, une baisse de 40 % des coûts pour redevenir compétitif face aux concurrents... Un traitement de cheval dont l'objectif est de remonter d'un seul petit point de parts de marché, à 15 %, d'ici à la fin de la décennie. C'est dire l'âpreté du marché. « Il est trop tôt pour juger si cela suffira, prévient Philippe Houchois. Mais Volkswagen passe d'une approche où il disait "nous allons expliquer aux Chinois comment faire des voitures" à "nous allons apprendre d'eux". » Cette nouvelle approche ne concerne pas seulement la Chine. L'humilité a fait son entrée à Wolfsburg. C'est là, la révolution copernicienne engagée par Oliver Blume, qui a succédé à Diess. « Das Auto » ne sait pas tout, ne peut pas tout, tout seul. En Chine, le groupe allemand a pactisé avec la jeune pousse locale Xpeng, afin de bénéficier de ses plateformes et de ses logiciels. Moyennant 650 millions d'euros. Dans la foulée, le patron allemand s'est allié avec le constructeur américain Rivian, jeune rival de Tesla. Coût de l'opération : 5 milliards d'euros via une prise de participation au capital. En contrepartie, il va falloir alléger d'autant les équipes d'ingénierie et le colossal budget R&D de 170 milliards d'euros à moyen terme. La marque Volkswagen doit aussi s'adapter à la décroissance des volumes. Son patron Thomas Schäfer a lancé fin 2023 un plan d'économies de 10 milliards d'euros.

Mais sa mise en œuvre démarre péniblement. Il manque plusieurs milliards pour atteindre la cible fixée et la technostructure accueille le plan avec réticence. Pire, relève Michael Fouldoukidis chez Oddo BHF, les frais généraux seraient en hausse de 8 % au premier semestre 2024 au niveau du groupe, malgré les mesures annoncées. Dans ce contexte, la volonté de fermer deux usines a fait l'effet d'un coup de tonnerre. Jamais une telle menace n'avait été proférée à Wolfsburg. « La situation est extrêmement tendue et ne peut être surmontée par de simples mesures de réduction des coûts », a expliqué Thomas Schäfer. Si une telle décision devait être prise, les coûts de restructuration devraient s'élever à environ 4 milliards d'euros, selon Jefferies. Ce à quoi il faut ajouter plus de 1 milliard pour la fermeture attendue du site Audi de Bruxelles. Les gains seraient importants. Réduire la main-d'œuvre allemande de 5 % permettrait au groupe d'économiser 1 milliard d'euros par an, calcule Christoph Laskawi, chez Deutsche Bank. Face au tremblement de terre social qui s'annonce, les syndicats se mobilisent. La direction, elle, a déjà dénoncé l'accord de non-suppression d'emplois qui avait été renouvelé en 2019. Des grèves pourraient survenir dès le mois de décembre.

Le soutien des élus locaux

Les dirigeants doivent aussi affronter leur conseil, contrôlé par le Land de Basse-Saxe et les syndicats. La direction a glissé aux analystes que, selon les statuts du groupe, la fermeture d'usines, contrairement aux extensions ou aux transferts, ne nécessiterait pas l'approbation du conseil de surveillance. Une lecture que ne partagent pas les élus locaux : « La Basse-Saxe détient 20 % du capital de Volkswagen et dispose grâce à la loi Volkswagen d'une minorité de blocage », pointe Volker Bajus, chef du groupe parlementaire écologiste. A Osnabrück, les responsables politiques affichent leur solidarité avec les employés. « L'usine est un site automobile traditionnel, avec tout un tissu d'équipementiers, insiste la maire chrétienne-démocrate (CDU), Katharina Pötter, qui fait front commun avec les maires des autres villes menacées. Jusqu'à 20.000 emplois supplémentaires en dépendent. » Aujourd'hui, le site produit le cabriolet T-Roc et des Porsche Cayman et Boxster. Mais sa capacité est utilisée à hauteur d'environ 30 %. « Nous sommes agiles et rapides, insiste le syndicaliste Stephan Soldanski. Mais nous avons besoin d'un concept d'avenir et d'un modèle en propre, comme un cabriolet électrique. » Pour le géant de Wolfsburg, la priorité est ailleurs : réduire les capacités.

Source : Les Echos

EGYPTE

Kraft Heinz injecte 50 millions \$ dans l'extension de ses activités

En Egypte, le marché des produits alimentaires de grandes consommations est en pleine croissance. Opérant principalement sur le segment de la transformation de la tomate, l'américain Kraft Heinz souhaite consolider sa présence dans le pays d'Afrique du Nord avec un nouvel investissement.

En Egypte le groupe agroalimentaire américain Kraft Heinz spécialisé dans la production de concentrés de tomates, a officiellement inauguré le samedi 28 septembre, 7 nouvelles lignes au sein de son usine basée dans la ville du 6 octobre.

Dans les détails, il s'agit d'une ligne de production de ketchup (condiment élaboré à partir de sauce tomate), une ligne de production de mayonnaise et 5 lignes de conditionnement en bouteilles, pots et sachets. Selon les responsables de l'entreprise, ces installations ont coûté 50 millions \$ à l'entreprise.

Avec cet investissement, Kraft Heinz espère doubler le volume de production de son usine à 53 000 tonnes par an. En outre, les exportations de l'usine qui cible principalement les marchés du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Europe, sont désormais prévues pour concerner 20 % de la production annuelle contre seulement 12 % au cours des années précédentes.

Pour son approvisionnement en matière première, l'entreprise compte principalement sur les fournisseurs locaux. Rappelons que l'Égypte est le 3^{ème} producteur africain de tomates industrielles derrière l'Algérie et la Tunisie avec une récolte de 600 000 tonnes en 2023, selon les données du Conseil mondial de la tomate d'industrie (WPTC).

Il faut noter que la décision de Kraft Heinz d'augmenter sa capacité de production en Egypte n'est pas anodine. Les données compilées sur la plateforme Statista indiquent que les ventes sur le segment des sauces et épices dans le pays des Pharaons, devraient s'établir à 3,78 milliards \$ en 2024 et afficher une croissance moyenne de 10,44 % par an jusqu'en 2029.

MAINTIEN DU TAUX DIRECTEUR À 8 % EN TUNISIE

Une décision controversée

Dans un communiqué, le conseil de la BCT a présenté un état des lieux détaillé de la conjoncture économique sur les plans national et international, tout en mettant l'accent sur «la décélération graduelle des prix à la consommation qui s'est poursuivie» ainsi que sur la baisse du taux d'inflation.

La Banque centrale a, par ailleurs, décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 8%. Une décision qui n'a pas fait l'unanimité au sein de la sphère économique.

La récente décision de la Banque centrale, consistant à maintenir inchangé à 8% son taux directeur, ne fait pas l'unanimité des économistes. Entre ceux qui s'y attendent et ceux qui y trouvent un pas insuffisant pour booster la croissance économique, le débat se polarise.

Selon la BCT, cette décision est bien fondée du moment «qu'il est nécessaire de continuer à soutenir le processus déflationniste», surtout en prenant en considération «les risques persistants entourant la trajectoire de l'inflation».

En effet, dans un communiqué publié le 25 du mois courant, le conseil de la BCT a présenté un état des lieux détaillé de la conjoncture économique sur les plans national et international tout en mettant l'accent sur «la décélération graduelle des prix à la consommation qui s'est poursuivie» ainsi que sur la baisse du taux d'inflation



qui est passé de 7% le mois précédent à 6,7% (en glissement annuel).

La tendance est bonne

De plus, la BCT a prévu «une poursuite de la tendance haussière de la croissance économique au troisième trimestre 2024, qui sera soutenue par le redressement de la demande extérieure et le renforcement

progressif de la demande intérieure». L'évolution positive des échanges avec l'extérieur (stabilisation du déficit commercial et contraction du déficit courant passant à 2.130 millions de dinars contre 3.105 millions de dinars à fin août 2023) a favorisé la consolidation des réserves de change, estimées à 116 jours d'importation à la date du 24 septembre 2024. «Pour sa part, le taux de change du dinar a continué à faire preuve de résilience face aux principales devises, favorisant ainsi la baisse des pressions extérieures sur la formation des prix», a-t-on affirmé dans le même communiqué.

Si les récentes prévisions d'inflation tablent sur une poursuite de sa détente graduelle, le conseil d'administration de la BCT a estimé que la trajectoire future de l'inflation reste entourée de risques haussiers multiples sur le court et le moyen terme, ayant trait surtout à la remontée des prix internationaux des produits de base et de l'énergie, au stress hydrique, à l'affaiblissement des capacités de production, et à la situation encore difficile des finances publiques

LORS DE LA RÉUNION DE L'UNION DES CHAMBRES ARABES

Le Qatar soutient toutes les initiatives qui renforcent la position du secteur privé dans le monde arabe

Cheikh Mohammed bin Hamad bin Qassim Al Thani, le ministre du Commerce et de l'Industrie, a réaffirmé le soutien de Qatar aux initiatives qui améliorent la position du secteur privé dans le monde arabe, tout en mettant l'accent sur l'importance de développer et de renforcer la coopération entre les secteurs d'affaires dans le monde arabe, d'activer le rôle du secteur privé arabe et d'améliorer sa performance de manière à stimuler les économies des pays arabes et à promouvoir les efforts d'intégration économique arabe. Ces propos ont été tenus par

Son Excellence lors de la réunion de la 135^{ème} session du Conseil de l'Union des Chambres Arabes, qui s'est tenue aujourd'hui à Doha, avec la participation de Son Excellence Cheikh Khalifa bin Jassim Al Thani, le président de la Chambre de Qatar, de Son Excellence Dr Ali bin Ibrahim Al Malki, le Secrétaire général adjoint et chef du département des Affaires économiques à la Ligue des Etats Arabes, et des chefs des fédérations et des chambres de commerce et d'industrie dans les pays arabes. À cette occasion, Son Excellence le ministre a précisé que

la région arabe jouit d'énormes capacités, possède des richesses abondantes, regorge de ressources naturelles variées et dispose d'un potentiel humain de haut niveau, ce qui lui permet d'occuper une place de choix sur la carte de l'économie mondiale, expliquant que les efforts inlassables de Leurs Majestés, Excellences et Altesses les dirigeants des pays arabes pour tirer profit de ces ressources et les utiliser pour réaliser l'intégration économique arabe et lutter contre la pauvreté et le chômage porteront pleinement leurs fruits grâce à des politiques écono-

miques flexibles dans lesquelles le secteur privé joue un rôle de premier plan. Il a également évoqué les opportunités d'investissement prometteuses offertes par la région dans divers domaines, en particulier à la lumière de la législation économique de premier plan qui a été adoptée et des zones franches arabes qui ouvrent de nouvelles perspectives pour promouvoir l'intégration économique, stimuler le commerce intra-arabe et créer une économie arabe durable et diversifiée.

PARTENARIAT

La Mauritanie s'associe au Japon pour stimuler les investissements dans le numérique

Le numérique joue un rôle crucial dans l'économie et la société japonaises. Grâce à ses avancées significatives dans ce domaine, le Japon est désormais en mesure de partager son expertise et ses réussites avec d'autres pays.

La Mauritanie et le Japon souhaitent renforcer leur collaboration dans le domaine de la transformation numérique. Un accord de coopération a été établi entre les deux pays à l'issue d'une rencontre entre le ministre mauritanien de la Transformation numérique, Ahmed Salem Ould Bede

(photo, à droite), et l'ambassadeur du Japon en Mauritanie, Uchida Tatsukuni, en présence des responsables du ministère et des représentants de la société japonaise Toppan, spécialisée dans les services publics numériques. «L'objectif de cette coopération est de stimuler les investissements japonais dans le secteur numérique en Mauritanie, notamment dans la numérisation des services publics et de la simplification des démarches administratives. Cela contribuera à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens et à les rendre plus accessibles», a précisé

le ministère du numérique dans un communiqué officiel.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'Agenda de transformation numérique 2022-2025 de la Mauritanie, où la modernisation de l'administration publique joue un rôle clé. Il intervient alors que le gouvernement intensifie ses efforts pour développer son infrastructure numérique et rendre les services publics plus efficaces à travers des partenariats. Cette année, le pays a également annoncé des collaborations avec le sultanat d'Oman et le Maroc.

Ce partenariat devrait ouvrir la voie

aux entreprises japonaises pour investir dans les infrastructures numériques et les services technologiques en Mauritanie. De plus, la Mauritanie pourra bénéficier de l'expertise japonaise en matière de gouvernance, un domaine dans lequel elle accuse un certain retard. Selon le dernier rapport des Nations unies sur l'administration en ligne, la Mauritanie se classe 165^e sur 195 pays, avec un indice de développement de 0,3491, ce qui est en dessous de la moyenne africaine qui est de 0,4247.

BURKINA FASO

Début de la construction d'une unité de production de pâtes alimentaires

Au Burkina Faso, les produits à base de blé sont parmi les denrées les plus consommées par la population urbaine avec le riz. Depuis peu, les autorités veulent promouvoir l'investissement privé dans la production locale de farine afin de réduire la dépendance aux importations.

Au Burkina Faso, les travaux de construction d'une unité de fabrication de pâtes alimentaires ont été lancés le 26 septembre à Koulpélé dans la commune de Toecé par Apollinaire Kyelèm de Tambèla, Premier ministre du pays. Ce projet nécessitera un investissement global de 8,5 milliards Fcfa (14,4 millions \$) pour une durée du chantier estimée à 6 mois. Selon les informations relayées par l'Agence d'information du Burkina (AIB), l'initiative est le fruit d'un partenariat entre la Turquie, le Qatar et les autorités locales. Il devrait en résulter une installation ayant la capacité journalière de produire 100 tonnes de pâtes alimentaires de 5 différents types. Baptisée « Anadolu Industrie », cette unité devrait être suppléée par une minoterie dotée d'une capacité de 100 tonnes de farine par jour alimentée en matières premières par des producteurs locaux exploitants 2 000 hectares.



Ce nouveau projet agroalimentaire s'inscrit dans un contexte où le gouverne-

ment ambitionne depuis 2023 de relancer la production locale de blé afin de réduire sa dépendance vis-à-vis des importations. En avril dernier, les autorités ont ainsi annoncé des prévisions de récolte de 250 tonnes de blé sur une superficie de 125 hectares au terme de la campagne 2023/2024. Un tel objectif, s'il était réalisé permettrait au pays d'enregistrer un rendement de 2 tonnes par hectare, un niveau encore faible par rapport à celui de l'Égypte (6 tonnes), mais proche de celui de l'Éthiopie (2,8 tonnes) et qui serait supérieure aux rendements du Nigéria, du Maroc et de l'Algérie variant entre 1 et 1,6 tonne/ha. En attendant les résultats de la moisson, le gouvernement a suspendu les importations de farine de blé jusqu'à nouvel ordre et a fixé comme nouvel objectif l'emblavure de 1 500 hectares pour porter la production de blé à 6 500 tonnes d'ici à 2025.

PORT DE DAKAR

Baisse de 19,2% du trafic en juin

Les chiffres du port de Dakar traduisent la dynamique des activités depuis quelques mois, caractérisée entre autres par la baisse des volumes de certaines catégories de marchandises. Au cours du mois de juin 2024, le trafic au port de Dakar a chuté de 19,2% par rapport à mai, selon les chiffres de l'Agence nationale

de la statistique et de la démographie (ANSD). Ce recul est dû à une diminution de 27% des volumes débarqués, notamment tirés par les flux de marchandises diverses (-44,9%) et des hydrocarbures raffinés (-7,4%). Les volumes exportés ont aussi faiblement contribué à cette baisse de performance, en raison de la diminution des flux de pro-

duits de la mer (-15,4%). Quant au trafic desserte, il a aussi chuté de 21,1% sur la période. La contreperformance s'observe par ailleurs depuis les mois antérieurs. En avril, le port de Dakar avait aussi affiché une baisse d'activité de 16,4% comparé au mois de mars. La chute des volumes était tirée par les expéditions de marchan-

dises diverses (-21,8%) et de produits de mer (-12%). Seuls les volumes de fret conteneurisé avaient alors augmenté, avec 77 680 EVP (conteneurs standards de 20 pieds) manutentionnés, surpassant les 76 282 EVP d'avril 2023. Selon les chiffres disponibles, le trafic global de la plateforme s'était établi à 22,4 millions de tonnes en 2022.

RDC

Le chinois Zijin vise 1 million de tonnes de cuivre par an à Kamoa-Kakula

En 2023, la République démocratique du Congo a dépassé le Pérou pour devenir le 2^e producteur mondial de cuivre. Une progression soutenue notamment par le complexe cuprifère Kamoa-Kakula, qui présente actuellement une capacité de production annuelle de 600 000 tonnes. Si elle se concrétise, une telle performance challengerait l'hégémonie de la mine de cuivre chilienne Escondida comme la plus grande au monde. Le chinois Zijin Mining, co-propriétaire du complexe cuprifère Kamoa-Kakula en République démocratique du Congo, vise un objectif de production annuelle de 1 million de tonnes de cuivre pour cette exploitation. « Des recherches sont en cours et nous préparons des plans » a indiqué le président de la société Chen

Jinghe dans une interview relayée par Bloomberg, sans donner plus de détails sur le calendrier ou l'investissement nécessaire. Cette dernière devrait livrer environ 1,1 million de tonnes pour l'exercice 2024, et 1,2 à 1,3 Mt pour les exercices 2025 et 2026. Le nouvel objectif annoncé par Zijin ne permettrait donc pas à Kamoa-Kakula de dépasser la mine chilienne à court terme. Le complexe congolais peut néanmoins prendre et renforcer le statut de 2^e producteur mondial de cuivre, actuellement détenu par la mine indonésienne Grasberg et ses plus de 700 000 tonnes de cuivre par an. Un atout clé pour la RD Congo Avec une capacité de production actuelle de 600 000 tonnes par an, Kamoa-Kakula est la plus grande mine de cuivre

en République démocratique du Congo. Entrée en service en 2021, elle a contribué à la croissance de la production nationale ces dernières années, faisant passer le pays 2^e producteur mondial en 2023, après avoir successivement dépassé la Chine et le Pérou. Kamoa-Kakula contribue également au budget de l'État à travers la participation de 20% du gouvernement dans le projet, la redevance minière sur les revenus d'exportation ainsi que divers impôts et taxes. Zijin Mining et le canadien Ivanhoe Mines en sont les 2 principaux actionnaires, avec une participation de 39,6% chacun. Kamoa-Kakula devrait être doté fin 2024 d'une fonderie d'une capacité de 500 000 tonnes par an. De quoi soutenir les efforts du gouvernement congolais

pour développer une industrie locale de transformation de ses minerais. Rappelons que le cuivre est essentiel à la transition énergétique mondiale, car utilisé dans diverses technologies bas carbone comme les véhicules électriques, les panneaux photovoltaïques et les éoliennes. La hausse de la production à Kamoa-Kakula pourrait contribuer à atténuer les risques de pénurie prévus par les observateurs. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande de cuivre devrait passer de 25,8 millions de tonnes en 2023 à 30,6 Mt en 2030, si les gouvernements respectent les engagements climatiques qu'ils ont annoncés. Dans un tel scénario, l'AIE précise que le marché connaîtrait même un déficit de 2,2 millions de tonnes.

TANZANIE

331 millions \$ pour réparer les dégâts d'El Niño et Hidaya

En mai 2024, la Tanzanie a annoncé que les travaux de réhabilitation des routes et ponts endommagés par les pluies d'El Niño et le passage du cyclone Hidaya nécessiteraient un budget d'environ 378 millions \$. Le gouvernement tanzanien a mobilisé 900 milliards de shillings (environ 331 millions \$) pour réparer les infrastructures endommagées par les catastrophes naturelles causées par les pluies d'El Niño et le cyclone Hidaya entre 2023 et 2024, a rapporté The Citizen en fin de semaine dernière. Selon les détails publiés par le média, ces fonds serviront à restaurer les routes et ponts, notamment dans les régions côtières comme Lindi et Mtwara. Le gouvernement a également proposé un budget de 1,7 trillion de shillings pour des améliorations supplémentaires en 2024/2025, avec un focus sur la construction routière, les ponts et l'extension des aéroports. « Nous avons fait des efforts considérables pour restaurer nos infrastructures à leur état antérieur, car ces catastrophes ont touché plusieurs régions de notre pays et des pays voisins », a commenté Ephatar Mlavi, CEO de Tanroads, l'Agence nationale des routes de Tanzanie. En mai dernier, près d'un million de personnes au Burundi, au Kenya, en Somalie et en Tanzanie étaient touchées par les pluies diluviennes intenses, aggravées par le phénomène El Niño, selon l'Unicef. En Tanzanie, on comptait près de 51 000 foyers et 200 000 personnes concernées. Pour mieux se préparer aux risques de catastrophes, la Tanzanie s'est dotée en juin 2024, d'un Centre d'opérations et de communication d'urgence (EOCC). Il permettra de combiner les données en temps réel sur les risques actuels et émergents avec les données sur les catastrophes passées pour émettre des prévisions et des bulletins, dans le but de déclencher des actions de protection susceptibles de sauver des vies, de protéger les moyens de subsistance, a rapporté Meteorological Technology International.

BOURSE ZURICH

Dans le rouge avant la mi-journée

La Bourse suisse continuait dans le rouge lundi matin, en raison de prises de bénéfice et en préambule d’une semaine chargée en données macroéconomiques des deux côtés de l’Atlantique. Les investisseurs observaient également attentivement la suite des événements au Proche-Orient, où Israël a étendu ses frappes militaires au Liban et au Yémen.

Pékin a annoncé vendredi la réduction du taux de réserves obligatoires (RRR) des banques, qui devrait permettre d’injecter quelque 127 milliards d’euros de liquidités sur les marchés financiers, permettant ainsi aux banques de prêter davantage aux entreprises pour soutenir l’économie réelle. La Chine a également annoncé une baisse de 1,7% à 1,5% du taux de repo inversé à sept jours, un taux d’intérêt à court terme payé par la Banque centrale sur les emprunts auprès de prêteurs commerciaux. Ces annonces ont fait bondir les Bourses chinoises. «Les récentes annonces de relance massives en Chine ne vont pas porter leurs fruits immédiatement, il faudra plusieurs mois pour voir leurs effets directs sur l’économie du pays», a cependant prévenu John Plassard de Mirabaud Banque dans un commentaire. Chez Swissquote, l’analyste Ipek Ozkardeskaya abonde en ce sens: «Les investisseurs pourraient attendre un

peu que ces mesures se traduisent dans les données économiques», dit-elle. Les analystes de la Banque cantonale de Zurich (ZKB) ne prévoient pas non plus «d’accélération» pour l’heure. Au Proche-Orient, l’armée israélienne a mené dimanche des dizaines de nouveaux raids contre le Hezbollah au Liban, deux jours après avoir tué son chef Hassan Nasrallah avec, selon elle, 20 membres du mouvement libanais pro-iranien.

Chiffres macroéconomiques attendus

Plusieurs rendez-vous macroéconomiques importants sont attendus cette semaine, notamment aujourd’hui les chiffres de l’inflation pour le mois de septembre en Allemagne, puis mardi ceux de la zone euro. Mercredi suivront aux Etats-Unis l’indice manufacturier ISM et les créations d’emplois dans le secteur privé pour le même mois et jeudi le taux d’inflation en Suisse

au mois de septembre. Vendredi, les investisseurs décortiqueront les chiffres de l’emploi outre-Atlantique, suivis de près par la Réserve fédérale américaine (Fed). Sur le territoire helvétique, la situation du marché du travail en Suisse devrait se dégrader, selon les économistes interrogés par l’Institut de recherches conjoncturelles (KOF) de l’Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), qui ont raboté leurs estimations, publiées lundi. Les experts tablent sur un taux de chômage de 2,4% cette année, puis de 2,6% en 2025, soit une hausse de jusqu’à 0,2 point de pourcentage. Vers 11h00 à la Bourse suisse, l’indice vedette SMI était en baisse de 0,35% à 12.191 points, après avoir ouvert en baisse de 0,34%. Le SLI reculait de 0,40% à 1995,16 points et le SPI abandonnait 0,38% à 16.262,18 points. Après la hausse de la semaine dernière, le marché s’affaiblit légèrement en raison de «prises de bénéfices», ce qui n’est «pas inquiétant», a affirmé un courtier. La majorité des valeurs vedettes se trouvait toujours en recul, dans un agenda des entreprises quasiment vide. En bas du tableau, figuraient SGS (-2,8%),

Geberit (-1,6%) et ABB (-1,2%). Le titre du géant de l’inspection et de la certification semblait pénalisé par un abaissement d’objectif de cours par Goldman Sachs. Le mastodonte des sanitaires ne profitait pas quant à lui du relèvement de son objectif de cours par Morgen Stanley, tout comme le géant zurichois de l’électrotechnique pour qui Octavian a augmenté ses projections pour l’action. Givaudan (+0,6%), Logitech (+0,3%) et Swatch (+0,7%) étaient par contre en tête de peloton. Les investisseurs semblaient rassurés par les mesures de relance en Chine qui devraient soutenir le secteur du luxe et de l’horlogerie. Richemont (-0,5%) affichait cependant une baisse. Roche était également dans le vert, grapillant 0,2%. A travers sa filiale américaine Genentech, le laboratoire rhénan a déboursé 850 millions de dollars pour l’acquisition d’un portefeuille d’inhibiteurs de CDK destinés au traitement du cancer du sein auprès du laboratoire massachussetais Regor Therapeutics. L’actualité était également clairesmée sur l’indice élargi SPI. Adxex (+2,3%) a confirmé les chiffres provisoires articulés il y a deux semaines pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2024.

Paris bascule dans le rouge après un gain hebdo de 3,8%

Après une semaine faste qui l’a permis de finir à près de 7792 points vendredi soir, le CAC40 débute la séance en forte baisse, sur fond d’incertitudes géopolitiques ravivées par la mort du chef du Hezbollah ce week-end. Le CAC40 est en repli de 1,6% vers 7670Pts. 'En Europe ce jour, les indices des prix à la consommation allemand et italien prendront une importance accrue compte tenu de la faiblesse des prix français et espagnols parus vendredi dernier', met aussi en avant Deutsche Bank. Ce dernier rappelle que l'inflation dans l'ensemble de la zone euro est attendue ce mardi. Les opérateurs seront aussi attentifs cette semaine

aux indices d'activité PMI et ISM, ainsi qu'au rapport sur l'emploi américain pour le mois de septembre. Dans l'actualité des valeurs, Stellantis a réduit ses objectifs 2024 pour prendre en compte sa décision d'amplifier ses actions pour corriger les problèmes de performance en Amérique du Nord, ainsi que la détérioration de la dynamique du secteur automobile mondial. Vivendi a conclu des accords bilatéraux de financements structurés lui permettant de couvrir les éventuels besoins de remboursement de sa dette obligataire, dans l'hypothèse où son projet de scission serait mené à bien. Atos annonce que ses actionnaires et créanciers financiers,

réunis en classes de parties affectées, ont soutenu largement le projet de plan de sauvegarde accélérée proposé, les trois classes ayant voté en sa faveur à la majorité requise. TotalEnergies indique avoir mis en service Danish Fields et Cottonwood, deux centrales solaires géantes avec stockage par batteries situées dans le sud-est du Texas, de nouveaux projets représentant d'une capacité combinée de 1,2 GW. Oddo BHF réaffirme son opinion 'surperformance' sur STMicroelectronics avec un objectif de cours ramené de 40 à 36 euros, dans le sillage d'estimations de BPA 2024-26 abaissées d'environ 7% pour le fabricant franco-italien de semi-conducteurs.

L’Europe ouvre en baisse, le secteur automobile pèse

Les principales Bourses européennes reculent en début de séance lundi après une semaine marquée par la hausse de tous les indices majeurs à la suite de l’annonce par la Chine de son plan de relance le plus agressif depuis la pandémie et dans l’attente de plusieurs indicateurs européens. À Paris, le CAC 40 perd 0,66% à 7740,3 points vers 07h15 GMT. À Londres, le FTSE 100

cède 0,2% et à Francfort, le Dax recule de 0,2%. L’indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,1%, et le Stoxx 600 de 0,3%. Aux valeurs, le marché automobile européen vacille après que Volkswagen et Stellantis ont tous deux annoncé, vendredi et lundi, une baisse de leurs perspectives annuelles. Stellantis perd 10%, entraînant dans son sillage Renault et Forvia, qui perdent respective-

ment 5% et 4,8%. Volkswagen perd 3,1%. Le PIB britannique, dont les données ont été publiées ce matin, a augmenté de 0,5% au deuxième trimestre, alors que les analystes tablaient sur 0,6%, selon les données LSEG. Les investisseurs pourront également digérer, plus tard dans la journée, les chiffres de l’inflation préliminaire en Allemagne.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 30 Septembre 2024 Valeur : 02 Octobre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.1140	132.1290
1	EUR	EURO		147.6110	147.6542
1	GBP	POUND STERLING		176.9305	176.9980
100	JPY	JAPANESE YEN		92.7832	92.8003
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8371	18.8400
1	CHF	SWISS FRANC		156.5517	156.6623
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.6958	97.7575
1	DKK	DANISH KRONE		19.8143	19.8178
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.0902	13.0935
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5734	12.5774
1	AED	UAE DIRHAM		35.9670	35.9750
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2163	35.2222
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.8768	433.2098
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.3671	43.8030
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6235	13.6251
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8334	27.9762
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3271	3.3374
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0212	179.0212

Baisse en vue à Wall Street, l’emploi américain en ligne de mire

Les indices américains sont attendus en baisse à l’ouverture de la dernière séance boursière du mois de septembre. Ce lundi, le président de la Réserve fédérale américaine Jerome Powell va prononcer un discours devant la "National Association for Business Economics" à Nashville, dans le Tennessee. Après les chiffres de l’inflation, les investisseurs prendront connaissance ce vendredi du rapport sur l’emploi américain pour le mois de septembre. Avant les premiers échanges, les futures sur le S&P 500 et ceux du Nasdaq perdent respectivement 0,16% et 0,20%.

Les marchés actions américains ont terminé la semaine sur une note contrastée. L’indice des prix PCE core, mesure surveillée par la Fed, a progressé de 2,7% en rythme annuel comme prévu. L’indice de confiance des consommateurs de l’Université du Michigan est ressorti légèrement supérieur aux attentes. Le secteur des semi-conducteurs a été sous pression alors que Costco a fini en zone négative après avoir manqué ses prévisions trimestrielles. Le Dow Jones, qui a enregistré un nouveau record en clôture, a progressé de 0,33% à 42313 point tandis que le

Nasdaq a reculé de 0,39% à 18119 points.

Les chiffres macroéconomiques

Aux Etats-Unis, l’indice des directeurs d’achat de la région de Chicago en septembre sera connu à 15h45.

Les valeurs à suivre

Apple Apple n’est plus en pourparlers pour participer à un tour de financement d’OpenAI qui pourrait représenter jusqu’à 6,5 milliards de dollars d’argent frais, révèle le Wall Street Journal. Deux autres géants de la tech-

nologie, Microsoft et Nvidia, sont également en discussions pour participer à ce tour de table. Microsoft devrait investir environ 1 milliard de dollars, en plus des 13 milliards de dollars qu’il a déjà investis dans le créateur de ChatGPT, selon des sources proches du dossier.

AT&T

AT&T, l’opérateur télécoms américain, a annoncé a cession programmée de sa participation de 70% au capital de l’opérateur de TV-satellite DirecTV à la firme de private equity TPG, pour un montant de 7,6 milliards de dollars. AT&T avait acquis

DirecTV en 2015 puis signé une joint venture avec TPG en 2021.

Dish Network

DirecTV a annoncé avoir bouclé un accord pour acquérir Dish Network. L’opération, qui est soumise à l’approbation des autorités de régulation, est une transaction en plusieurs étapes qui prévoit que le géant du capital-investissement TPG rachète à AT&T une participation majoritaire dans DirecTV pour un montant de 7,6 milliards de dollars. DirecTV prévoit d’acheter Dish pour seulement 1 dollar, mais reprendra également la dette de Dish.

AU ROYAUME-UNI

La croissance n'en finit plus de se dégrader

Le produit intérieur brut (PIB) britannique, qu'une première estimation avait donné en hausse de 0,6% au deuxième trimestre, a finalement progressé de seulement 0,5% sur cette période, selon un chiffre révisé publié ce lundi qui ternit les espoirs de croissance du gouvernement travailliste.

En Angleterre, la reprise économique se fait attendre. Pire, l'activité semble encore ralentir. Au premier trimestre de cette année, le PIB avait enregistré une hausse de 0,7%, après une courte récession au deuxième semestre 2023, selon les données de l'Office national des statistiques (ONS). Attendue à 0,6% au deuxième trimestre, la croissance est finalement plus faible que prévu par les statisticiens. En définitive, elle plafonne à 0,5% du PIB. Selon l'ONS, l'activité économique entre avril et juin a été tirée par les services, mais moins qu'initialement estimé, tandis que la production manufacturière et la construction ont chuté davantage que ce qui avait été d'abord mesuré.

Un mauvais troisième trimestre

D'ores et déjà, le nouveau gouvernement travailliste sait que le troisième trimestre ne sera pas bon. Le Royaume-Uni a enregistré une croissance nulle en juillet, selon des chiffres publiés au début du mois. Et l'indice PMI Flash publié par S&P Global, un indicateur avancé de la croissance, indique quant à lui que la



croissance a globalement faibli au troisième trimestre. Autant de mauvais indicateurs qui ne vont pas faciliter la tâche du nouveau Premier ministre, Keir Starmer. Elu en juillet, cet ex-avocat a fait de la relance économique sa priorité. Il compte notamment sur la création d'un « fonds souverain national », qui sera abondé de 7,3 milliards de livres (8,8 milliards d'euros) sur cinq ans, pour doper l'investissement dans le pays.

Des finances dans le rouge

Seul hic, le locataire du 10 Downing Street doit composer avec des finances publiques serrées : la dette publique flirte avec les 100% du PIB, conséquence notamment des aides distribuées pendant la pandémie de Covid et la crise de l'énergie, et le déficit public dérape. La dette s'élève à 2.546 milliards de livres, selon les chiffres publiés en août. Si « la

croissance du PIB sera plus lente au cours du deuxième semestre de l'année (...) un ralentissement majeur ou une nouvelle récession » devraient cependant être évités par l'économie britannique, estime Paul Dales, analyste chez Capital Economist. Malgré les difficultés, Rachel Reeves, la ministre des Finances outre-Manche a promis qu'il « n'y aura pas de retour à l'austérité ». Un discours qui a pu surprendre alors qu'elle doit faire face à un « trou noir » de 22 milliards de livres laissé par l'ancien gouvernement conservateur. Mieux, elle a indiqué que son budget, qui sera présenté le 30 octobre, ne comporterait ni hausses d'impôts pour les travailleurs, ni pour les sociétés. En revanche, pour aplanir la dette, la chancelière de l'Echiquier a confirmé une extension de la taxe sur les profits exceptionnels des entreprises énergétiques et l'introduction de la TVA sur les frais de scolarité des écoles privées. Elle a aussi promis d'accroître la lutte contre l'évasion fiscale et de s'attaquer aux entreprises qui ont indûment profité des aides liées au Covid.

OCDE

De plus en plus d'états augmentent l'impôt sur les sociétés

C'est la première fois que ce phénomène se produit depuis que l'OCDE a commencé à publier un rapport annuel sur la question en 2015. Un nombre croissant d'États ont augmenté le taux d'impôt sur les sociétés l'an dernier, affirme l'OCDE ce lundi, au moment où la France explore cette voie pour réduire son déficit selon des informations de presse. "Un changement notable est intervenu dans la fiscalité des entreprises, où la tendance à la réduction des taux de l'impôt sur le re-

venu des sociétés semble s'être interrompue, avec beaucoup plus de juridictions appliquant des augmentations de taux que des diminutions en 2023", écrit l'Organisation de coopération et de développement (OCDE) dans un rapport sur les réformes fiscales publié ce lundi. C'est la première fois que ce phénomène se produit depuis que l'OCDE a commencé à publier ce rapport annuel en 2015, d'après l'institution parisienne qui a évalué les réformes mises en place au sein des 38 pays membres de

l'OCDE ainsi que des pays partenaires, pour un total de quelque 90 pays.

Besoin de recettes supplémentaires

"Ce changement reflète le besoin de recettes supplémentaires et un effort pour améliorer l'équité au sein du système fiscal", poursuit l'OCDE, le taux d'imposition sur les sociétés ayant constamment reculé sur la planète depuis le début des années 2000. Il est ainsi passé de 28%, et même de 32%

pour les seuls pays membres de l'OCDE, à 21% en moyenne entre 2021 et 2024, a montré un autre rapport de la même institution publié en juillet. L'imposition sur les sociétés fait partie des mesures à l'étude pour réduire le très lourd déficit français, selon des informations de presse publiées ces derniers jours: selon Le Monde dimanche, le gouvernement envisagerait notamment d'augmenter de 8,5 points le taux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant au moins un milliard de chiffre

d'affaires. Depuis son accession à l'Elysée en 2017, le président Emmanuel Macron a fait passer l'impôt sur les sociétés de 33,3% à 25%. Également selon les informations de presse, le gouvernement envisage une taxe sur les rachats d'action, un alourdissement de la fiscalité sur les véhicules les plus émetteurs de CO2 et de celle des meublés. Maignon n'a pas souhaité commenté, pas davantage que Bercy, qui a souligné que "les derniers arbitrages sont encore à rendre".

DES RECETTES FISCALES RECORD

L'embarrassant trésor du gouvernement irlandais

Pour la troisième année consécutive, le pays enregistre un excédent budgétaire, alimenté par les bonnes performances des géants de la tech installés à Dublin. Mais, à l'approche de la présentation du budget, le 1er octobre, le débat fait rage autour de l'usage de ce magot. Les fonctionnaires qui préparent le prochain budget de l'Irlande sont dans une situation que leur envient la plupart de leurs homologues dans le monde : ils enregistrent en 2023 un excédent de 8,6 milliards d'euros et une croissance économique cinq fois plus rapide que prévu. Pourtant, déterminer ce qu'il faut faire de l'immense fortune nationale se ré-

véle plus épineux qu'on ne pourrait le croire. "L'Irlande n'est pas confrontée à une pénurie d'argent – elle en a énormément, résume Gerard Brady, économiste principal à l'Ibec, premier lobby patronal d'Irlande. Le problème, c'est qu'elle n'arrive pas à le transformer en réponses concrètes aux besoins de la population." Une dizaine d'années après un krach qui a contraint l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international à intervenir en accordant des prêts à hauteur de 67,5 milliards d'euros et en imposant une politique controversée d'austérité, le gouvernement irlandais [une coalition de deux partis centristes et des Verts] reste vigilant et

souligne qu'il veille à économiser pour anticiper les difficultés relatives aux retraites, au climat et aux infrastructures.

Une chance de "transformer la société"

Mais, pour certains économistes, ne pas utiliser cette immense fortune revient à passer à côté d'une chance de résoudre des problèmes d'infrastructures qui risquent d'entraver la forte croissance irlandaise. "Les besoins sont colossaux en matière d'investissements publics, et nous avons l'occasion rarissime de les financer de notre poche", affirme l'économiste David McWilliams. Cet argent pourrait être mis à profit dans de nombreux domaines : pour s'attaquer à la

crise du logement, dans un pays où la croissance démographique [stimulée par l'immigration] surpasse largement les nouvelles constructions, ou pour atténuer les difficultés qui pèsent sur le réseau électrique, l'approvisionnement en eau, les services de santé et les transports en commun. "C'est rare qu'un pays ait cette chance extraordinaire de transformer la société et reçoive le conseil de ne pas le faire", ajoute David McWilliams. Fait rare, l'Irlande est donc en voie d'enregistrer en 2024 un excédent exceptionnel pour la troisième année consécutive, après un solde positif de 8,3 milliards d'euros en 2023 et de 8,6 milliards d'euros en 2022, selon les chiffres officiels.

LE DEFENDER OCTA

Le joyau de la Couronne

Le nouveau Defender OCTA est le Defender le plus puissant de tous les temps. Le plus luxueux, intelligent, exclusif et robuste aussi. Cumulant tous les superlatifs, le Defender OCTA doit emmener la vénérable enseigne britannique vers de nouveaux sommets.

Depuis son lancement en 2020, le nouveau Defender démontre qu'il est possible de conserver un ADN fort tout en innovant sur le plan du style. Sa popularité ne cesse de se renforcer et sur les chaînes de l'usine de Nitra, en Slovaquie, trois équipes se relaient pour répondre à la demande en assurant une production annuelle dépassant les 100.000 unités. De quoi, naturellement, permettre au modèle d'atteindre cette fameuse «masse critique» au-delà de laquelle la perception de sa présence sur nos routes est évidente.

Le nouveau Defender OCTA s'inscrit parfaitement dans la dynamique de la stratégie de développement – le plan Reimagine – mise sur pied par JLR, qui a enregistré en 2023 un chiffre d'affaires et des bénéfices records.

La notion de «luxue moderne» si chère à JLR dans le cadre de sa montée en gamme sied parfaitement à cette déclinaison ultime du Defender 110, qui doit son patronyme à la forme octaédrique (8 facettes) commune des diamants bruts. Cet octaèdre se retrouve d'ailleurs sous forme d'emblème distinctif frappé sur un disque en titane usiné, côtoyant sur la carrosserie le traditionnel badge Land Rover, preuve que la filiation avec l'icône britannique demeure l'une des valeurs cardinales du modèle.

Une clientèle exigeante et connaisseuse

Federico Funaro, Defender Brand Director Europe, est bien placé pour décrire le client-type intéressé par un modèle tel que le Defender OCTA et ses attentes : «C'est quelqu'un qui aime vraiment conduire, qui apprécie les nouveaux challenges et qui est à la recherche d'un véhicule repoussant les limites habituelles d'une voiture de sport classique.

Le Defender OCTA est la synthèse parfaite de la performance sur la route et en dehors des sentiers battus, grâce notamment à sa suspension 6D.»

Au fil des ans, la clientèle traditionnelle du Defender a naturellement évolué.

«Nous voyons en effet que ces clients apprécient toujours plus de conduire sur la route.

Mais dans le même temps, nous pouvons voir que les propriétaires traditionnels de Defender considèrent désormais notre nouveau Defender comme un véritable Defender. Ce nouveau Defender, qui porte le nom de code L663, nous l'avons créé en combinant l'esprit du Defender originel, exactement comme les frères Wilks imaginèrent le premier Land Rover voici 77 ans.»

Avec le Defender OCTA, l'expertise est hissée à un niveau inédit. «Notre volonté est de continuer sans cesse à développer le modèle et de l'améliorer»,



poursuit Federico Funaro. «C'est pour cette raison que nous l'avons testé dans les conditions les plus extrêmes. Durant 1,1 million de kilomètres, ce qui est énorme. Ce Defender OCTA, nous l'avons emmené aux quatre coins de la planète, depuis le désert du Moab en Utah jusqu'à Arjeplog en Laponie suédoise.»

Une suspension révolutionnaire

Doté du V8 Twin Turbo de 4,4 litres à hybridation légère que l'on a découvert avec ravissement sur le récent Range Rover Sport, le Defender OCTA est le Defender le plus dynamique, le plus extrême et le plus puissant à ce jour avec ses 635 chevaux et son couple phénoménal de 750 Nm, et même 800 Nm en activant le mode Dynamic Launch. Ce mélodieux V8 est associé à une boîte automatique à huit vitesses avec boîte de transfert offrant une gamme haute et une gamme basse.

Si ce Defender OCTA offre de tels niveaux de performances à la fois sur la route et en tout-terrain, c'est aussi grâce à sa technologie de suspension 6D Dynamics, qui associe des amortisseurs

semi-actifs à variation continue interconnectés hydrauliquement. «Ces amortisseurs intègrent trois valves», détaille Hugo Mazzoleni, l'un des ingénieurs ayant développé cette technologie de châssis unique. «Au-delà des valves traditionnelles de compression et de détente, nous utilisons des 'comfort valves' qui permettent de connecter et déconnecter le circuit hydraulique pour gérer le roulis en fonction du mode choisi, mais aussi par exemple l'angle de braquage. Pour faire un parallèle, ce système permet de reproduire l'effet de barre anti-roulis que l'on pourrait connecter ou déconnecter, et dont l'on pourrait faire varier la rigidité.

Le grand avantage de cette technologie, c'est qu'elle exploite l'inertie naturelle de la voiture pour réguler la pression dans les circuits.»

Cette technologie, mise au point spécifiquement pour le Defender OCTA sur tous les types de terrain, lui permet selon les modes choisis d'être aussi efficace et dynamique, ou confortable, sur les plus belles routes asphaltées et les chemins de terre les plus roulants que les terrains les plus dégradés.

Avec naturellement toujours une électronique qui analyse en permanence la nature du terrain et qui travaille en 6D, prenant en compte également la plongée et le lacet. Mais aussi un mode OCTA exclusif, le tout premier mode de conduite tout-terrain dédié aux performances, auquel le conducteur accède en appuyant plus longuement sur le bouton signature logé sur le volant. Comme le diamant, ce Defender OCTA possède donc de multiples facettes.

**Defender Octa Edition One**

Surélevé de 28 mm et doté de voies élargies de 68 mm par rapport au Defender 110 classique, le Defender OCTA bénéficie d'un traitement visuel exclusif, avec notamment une nouvelle calandre, un pare-chocs arrière intégrant un système d'échappement actif à quatre sorties, une protection de sous-basement renforcée avec un bouclier avant en alliage d'aluminium ou encore des points d'attelage avant et arrière affichant clairement leur présence grâce à leur finition Phosphor Bronze.

L'élégant coloris Faroe Green ainsi que les détails Chopped Carbon Fibre sont réservés au Defender OCTA Edition One, disponible uniquement durant la première année de production, le Defender OCTA arborant une livrée Petra Copper tout aussi séduisante.

Parmi les équipements exclusifs du Defender OCTA figurent sur les sièges Performance de série l'option Body and Soul Seat, une technologie développée en collaboration avec SUBPAC, un expert de l'industrie musicale, et l'Université de Coventry.

Cette fonction permet à l'occupant du siège de réellement ressentir la musique au plus profond de son être.

Six programmes de bien-être sont également proposés pour contribuer à la détente des passagers ou stimuler leurs fonctions cognitives. Étonnant et innovant!

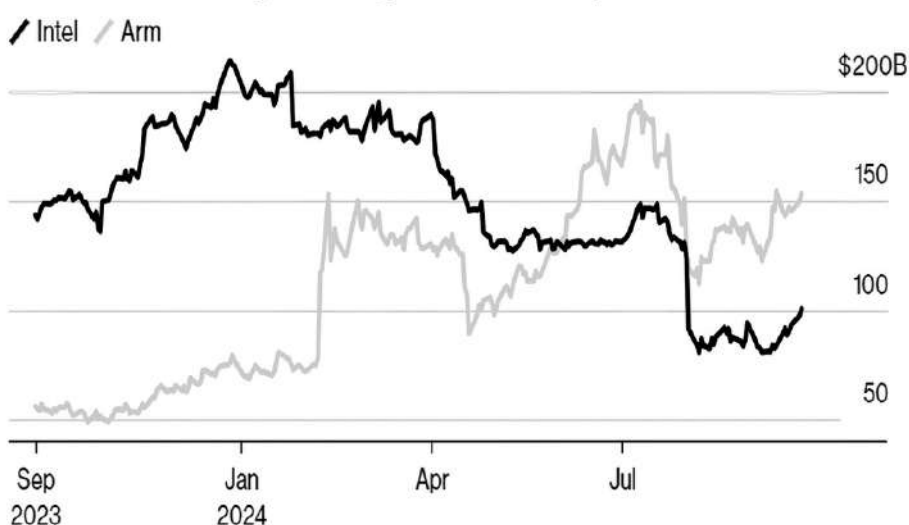
"PAS À VENDRE"

Intel rejette une nouvelle offre de rachat de l'un de ses concurrents

En attendant des jours meilleurs sur le front des processeurs, Intel fait face à de multiples propositions de rachats, pour l'heure sans agressivité.

Arm Has Overtaken Intel in Market Valuation

Intel's woes have weighed heavily on its stock this year



Résultats en berne, retards techniques et concurrence sans cesse plus importante, Intel traverse sans aucun doute la période la plus difficile de son histoire, et cela n'est pas sans ouvrir certains appétits. Un nouvel acheteur potentiel des activités du groupe s'est récemment manifesté, mais il semble avoir été accueilli pour le moins froidement par les dirigeants de la firme américaine, qui ne semblent pas décidés à vendre.

La situation précaire d'Intel

Première annonce choc d'un long épisode, le plan de licenciement avec 15

000 suppressions d'emplois prévues pour la fin de l'année 2024 a rapidement été suivi d'une annonce de restructuration des activités d'Intel.

Dans la foulée, nous avons commencé à avoir apparaître de potentiels repreneurs sans toutefois que soient précisés les objectifs réels de ces différents acteurs. Ainsi, mi-septembre, c'est l'Américain Qualcomm qui aurait contacté la direction d'Intel afin d'étudier une possible reprise du groupe.

Seulement quelques jours plus tard, nous avons eu vent du cas d'Apollo Global Management, une société américaine de capital-investissement qui s'est fait une spécialité des dettes et des re-

structurations d'entreprises. Dans un cas comme dans l'autre, aucune suite n'a pour l'heure été donnée.

Un refus sans ambiguïté

Troisième larron de l'histoire, la société ARM aurait également contacté Intel, si l'on en croit les informations publiées par Bloomberg. Cette prise de contact aurait toutefois tourné court : Intel aurait retourné une fin de non-recevoir. L'offre évoquée par Bloomberg est toutefois intéressante, car pour la première fois, nous avons des précisions sur le contenu réel.

Sans surprise, ARM n'était pas intéressée par l'intégralité du groupe Intel, et son offre laissait complètement de côté toute la partie production, de loin le sujet le plus sensible. Intel Foundry est effectivement au cœur des plans dessinés par le P.-D.G.

Pat Gelsinger et son équipe, mais c'est aussi l'activité la plus déficitaire du groupe.

Afin d'élargir ses horizons, ARM aurait eu dans l'idée d'acquérir toute la partie R&D d'Intel, mais ne voulait donc pas s'encombrer avec l'outil de production, une activité qu'ARM délaisse. La firme britannique se contente de dessiner des puces pour d'autres sociétés, lesquelles les feront produire.

Si la capitalisation boursière d'Intel s'est effondrée sur le premier semestre 2024, passant de plus de 200 milliards de dollars à moins de 100, les récentes rumeurs d'acquisition par d'autres sociétés ont fait grimper le cours de son action.

MOTS DE PASSE EN CLAIR

Meta condamné à 91 M€ d'amende

La Cnil irlandaise vient d'infliger une amende de 91 M€ à Meta pour une affaire datant de 2019. La société américaine avait stocké des mots en passe en clair, ne respectant ainsi pas ses obligations de sécurité au titre du RGPD. La maison-mère de Facebook, Instagram et WhatsApp commence à bien connaître la DPC irlandaise. Cette dernière inflige régulièrement des amendes à Meta (dont une record de 1,2 Md€ en 2023) pour ses manquements au RGPD. Le régulateur vient encore de frapper la firme dirigée par Mark Zuckerberg avec une amende de 91 M€ pour ne pas avoir pris des mesures de sécurité appropriées. L'affaire remonte à mars 2019 où Meta notifie à la Cnil irlandaise un incident de sécurité. En l'occurrence, la société « avait stocké par inadvertance certains mots de passe d'utilisateurs de médias sociaux en « texte clair » sur ses systèmes internes (c'est-à-dire sans protection, ni chiffrement) », explique la DPC. Dans un entretien avec l'AFP, un porte-parole du régulateur souligne que le



problème a touché 36 millions d'utilisateurs de Facebook et Instagram en Europe.

Des mesures de sécurité non prises et un long délai de notification

Il a mené une enquête pour savoir si Meta a mis en œuvre des mesures visant à garantir un niveau de sécurité adapté aux risques associés au traitement des mots de passe. En l'espèce, le niveau de sécurité n'était pas conforme à celui exigé par le RGPD. La question du délai de notification de l'incident était aussi posée. Meta a mis près de 3 mois pour avertir la DPC, un délai jugé trop tardif. Dans un communiqué à l'AFP, la firme américaine reconnaît avoir « temporairement enregistrés dans un format lisible dans nos systèmes de données internes » et d'avoir « pris des mesures immédiates pour corriger cette erreur ». Si elle estime avoir été proactive et aidant dans l'enquête, la société n'a pas dit si elle faisait appel de la décision.

Les excuses publiques de CrowdStrike devant le Congrès américain

Après sa terrible bétise de l'été qui a bloqué 8,5 millions de PC Windows et paralysé des services voire des industries entières pendant plusieurs heures et parfois quelques jours, CrowdStrike doit désormais rendre des comptes. Ses responsables étaient convoqués devant le Congrès américain pour s'expliquer. De plates excuses à la pelle... C'est en gros ce à quoi se sont livrés durant plusieurs heures les responsables de l'éditeur américain CrowdStrike dont le nom est désormais associé à l'une des plus grosses pannes informatiques de l'histoire. Difficile de faire autrement vu les circonstances. Un bug dans la mise à jour de son logiciel Falcon XDR de protection des PC et serveurs a non seulement gravement planté près de 9 millions de machines mais surtout affecté le bon fonctionnement des aéroports américains, du service d'urgence 911, d'hôpitaux, de médias et chaînes TV ainsi que d'opérateurs de télécommunication. Pour beaucoup CrowdStrike a réussi à créer un chaos que même le Bug dans l'an 2000 n'avait pas réussi à engendrer. Preuve en est, selon l'assureur Parametrix, les pertes pour les entreprises du Fortune 500 s'élèvent à 5,4 milliards de dollars. « Il y a un peu plus de deux mois, le 19 juillet, nous avons déçu nos clients. ... Au nom de toute l'équipe de CrowdStrike, je tiens à présenter nos excuses. Nous sommes profondément désolés, et nous sommes déterminés à empêcher que cela ne se reproduise, » a ainsi reconnu Adam Meyers, Vice-président senior des opérations cyber chez CrowdStrike qui comparait devant le Sous-comité de la Sécurité intérieure sur la Cybersécurité et les Infrastructures. Les membres du sous-comité ont longuement interrogé M. Meyers sur les processus internes de CrowdStrike qui ont permis à l'erreur de passer inaperçue lors des tests. Bien que les procédures aient été suivies, une « tempête parfaite de problèmes » a conduit au déploiement de la fameuse mise à jour défectueuse. En réponse, CrowdStrike affirme avoir profondément revu ses protocoles de validation. Désormais, les mises à jour de contenu sont traitées comme du code et subissent des tests internes plus rigoureux avant d'être déployées. Les clients ont également plus de contrôle sur le calendrier des mises à jour, pouvant choisir quand et comment leurs systèmes reçoivent les nouvelles configurations. Le sous-comité a également soulevé des questions sur l'accès de CrowdStrike au noyau du système Windows, un accès que Microsoft aimerait désormais beaucoup plus contrôler voire verrouiller. M. Meyers a néanmoins défendu cette pratique, affirmant qu'elle est essentielle pour assurer la performance, la visibilité et la prévention des menaces. « Il serait très difficile de sécuriser le système d'exploitation sans accès au noyau », a-t-il déclaré, se gardant bien de préciser que son logiciel sous macOS se prétend tout aussi complet et performant sans disposer néanmoins d'un tel accès. Certes, macOS n'est pas Windows et les deux systèmes sont différents et sont ciblés différemment. Malgré l'incident, M. Meyers a souligné l'importance de fournir des mises à jour rapides pour contrer les menaces en constante évolution. « Le paysage des menaces change parfois minute par minute », a-t-il affirmé. « La vitesse est essentielle pour rester en avance sur ces acteurs malveillants. » Reste que cet événement met de nouveau en lumière les risques liés aux points de défaillance uniques dans les infrastructures informatiques. Le délégué général du CESIN, notre invité de la semaine dernière, rappelait d'ailleurs les risques de trop s'appuyer sur un seul fournisseur et se revendiquer un fervent défenseur des solutions multiples « pour éviter de mettre tous ses œufs dans un même panier ».

Mots fléchés

Investis- sements	↓			Avril républi- cain	↓	Chien d'arrêt	↓	Prénom germanique	↓	Danses	↓	Grand-mère de Jésus	↓
Réparti- tion	→	Séparèrent	↓							Département français	→	Fût changée en génisse	↓
	→									Annale	↓		
Ovations		Autorité à la télé		Argon		On le dit têtu		Point faible d'Achille	→				
	→		↓		↓		↓					Équerre	
Physostig- mine	→							Vigueurs		Précis	→		↓
Prénom arabe									Projection				Évêché normand
	→			Vives	→			↓	↓				↓
Petit de l'âne		Grande école	→			Atome		Glace anglaise	→			Docteur de la loi musulmane	Economise
	→	Organe d'un sens	↓				↓					↓	↓
				Insecte odona- toptère	→								
				Foetus									
Au dessus du cou	→							Pièces	→				
Lettre grecque					Liquide			Code d'ouverture					
	→			Mystifie	→		↓	Ouvertes	→				
				Contraire à l'oil				Pantois					Possessif
Opus		Envoya la balle par dessus	→			Auteur de 'au nom de la rose'	→			Céréale africaine	→		↓
	→	Imposant								Petit socle			
				Vignoble	→					↓			
				Dedans			Longue robe	→					
Note de musique	→		↓									Trou normand	→
Friandise				Barbare		Groupe de Joeystarr et Kool Shen		Riche	→			Commerçants	
	→				↓							↓	
						Encaissées		Aride	→				Très grandes
							↓	Fixant					
Oublié				Vu à demi	→								
										Service de police	→		Ruban étroit
	→					Devant un avocat	→	Imaginaire	→				↓
						Démon- stratif		Durée					
Désir		Technétium	→				↓						
	→	Certain				Abri rudimen- taire	→			Mois	→		
			↓							Francium			
						Avec les autres	→				↓		
						Changement de voix				Subtils Nombre de coups à faire sur un trou donné	→		
Théologien hollandais	→						↓						
Rectal								Rudesse	→				
	→							Cité légendaire					
						Fabriqu	→						
										Réseau ferré	→		
Modéré	→												
						Angoissé	→						

CÉRÉMONIE D'INVESTITURE CE MARDI DE LA PRÉSIDENTE ÉLUE DU MEXIQUE **Boughali représente le président de la République**

Représentant le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, participera à la cérémonie d'investiture de la présidente élue du Mexique, Mme Claudia Sheinbaum, indique lundi un communiqué de la chambre basse du Parlement. La cérémonie d'investiture aura lieu, mardi à Mexico, en présence de plusieurs chefs d'Etat et de Gouvernement et de leurs représentants de différents pays.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 1^{er} octobre 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MOSTAGANEM

Colloque international sur l'arganier mercredi et jeudi prochains

La Fondation méditerranéenne de développement durable "Djanatu-Al-Arif", dont le siège est situé à Mostaganem, abritera mercredi et jeudi prochains, un Colloque international ayant pour thème «l'arganier en Algérie: état des lieux», a-t-on appris, lundi, des organisateurs.

La même source a précisé que la manifestation est organisée conjointement par la Fondation «Djanatu-Al-Arif» et l'Ecole supérieure des sciences biologiques d'Oran, en vue de prendre connaissance des développements récents inhérents à l'arganier et leurs application dans les domaines de la médecine, de la pharmacologie, des produits cosmétiques et de l'industrie agro- alimentaire. Le Colloque réunira des experts et des chercheurs, nationaux et étrangers, ainsi que des représentants d'organisation onusiennes, telles que l'Unesco et la FAO, dans une optique visant à créer un espace d'échange entre les divers acteurs dans ce secteur, a-t-on expliqué. Les interventions programmées lors de cette rencontre internationale s'articuleront autour de plusieurs thématiques, dont «la valorisation scientifique de l'arganier», «l'innovation et l'économie de la connaissance», «Les ressources biologiques durables», «les applications médicales de l'argan», «l'huile d'argan et les produits cosmétiques», «rôle de la technologie dans l'appui à la biodiversité et sa préservation», ainsi que «la valorisation de l'argan à Mostaganem et en Algérie» et «le legs médicinal traditionnel algérien», a-t-on fait savoir.

Un géant de l'industrie chimique veut investir en Algérie

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), Omar Rekache, a reçu, hier à Alger, le PDG de Kuwait International Factory (KIF), Talal Makhlad, accompagné de Nasser Al Ajami, membre du conseil d'administration, en présence de cadres de l'AAPI. La rencontre a été l'occasion pour la société koweïtienne d'exprimer sa volonté d'investir en Algérie dans le domaine de l'industrie chimique. Un domaine dont elle est leader dans plusieurs pays du monde, tels que les pays du Golfe, la Jordanie, la Syrie, l'Inde, le Pakistan, la Tanzanie, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, a indiqué un communiqué de l'agence.

La concrétisation de ce projet prouvera l'attrait du marché algériens aux investissements étrangers notamment dans el cadre de la nouvelle loi sur l'investissement.

CLIMAT

Le rythme de réchauffement des océans a presque doublé depuis 2005

Le rythme de réchauffement des océans a presque doublé depuis 2005 et plus d'un cinquième de la surface océanique mondiale a connu une vague de chaleur sévère en 2023, selon un rapport de l'observatoire européen Copernicus publié lundi. "Le réchauffement de l'océan peut être considéré comme notre sentinelle du réchauffement climatique. Il n'a cessé d'augmenter depuis les années 60. Et depuis 2005 environ, le rythme du réchauffement des océans a doublé", a souligné au cours d'une visioconférence l'océanographe Karina Von Schuckmann, en présentant le 8e rapport sur l'état des océans de Copernicus. Les océans se réchauffent de 1,05 watt par m2 depuis 2005, contre 0,58 watt par m2 dans les décennies précédentes, d'après le rapport. Ces travaux viennent consolider les rapports du Giec. En 2019, ces experts du climat mandatés

par l'ONU estimaient "probable" que le rythme de réchauffement des océans ait "plus que doublé depuis 1993". Ce réchauffement s'explique par le fait que les océans ont absorbé depuis 1970 "plus de 90% de l'excès de chaleur du système climatique", provoqué par les émissions massives de gaz à effet de serre par l'humanité, selon le Giec. Les océans, qui recouvrent 70% de la surface du globe, sont un régulateur majeur du climat terrestre. Des eaux plus chaudes entraînent des ouragans et des tempêtes plus violentes, avec leur cortège de destructions et d'inondations. Ce réchauffement s'accompagne également d'une multiplication des canicules marines. Ainsi, 22% des océans du globe ont connu au moins une vague de chaleur sévère ou extrême en 2023. Plus étendues, les vagues de chaleur marines ont aussi tendance à devenir plus longues, avec une durée maxi-

male annuelle moyenne qui a doublé depuis 2008, passant de 20 à 40 jours. Dans le nord-est de la mer de Barents, "le fond (de la mer) semble être entré dans un état de vague de chaleur marine permanente", selon une étude citée par Mme Von Schuckmann. Et en août 2022, une température record de 29,2 C a été relevée dans les eaux côtières des îles Baléares, "la plus forte température régionale des eaux de surface en quarante ans", pointe aussi le rapport. La même année, une vague de chaleur marine dans la mer Méditerranée a pénétré environ 1.500 mètres sous la surface, illustrant comment la chaleur peut se propager sur toute la colonne d'eau. Les épisodes de canicule marine peuvent entraîner des migrations et des épisodes de mortalité massive d'espèces, dégrader les écosystèmes, mais aussi réduire la capacité des couches océaniques à se mélanger entre le fond et la surface, entravant ainsi la distribution des nutriments. Elles peuvent également "avoir des implications sur la productivité des poissons", impactant la pêche, a souligné Mme Von Schuckmann. Le rapport note aussi que l'acidité des océans, qui absorbent un quart du CO2 émis par les activités humaines, a augmenté de 30% depuis 1985. Au-dessus d'un certain seuil, l'acidité de l'eau de mer devient corrosive pour les squelettes et coquilles des coraux, moules, huîtres, etc. Ce seuil, considéré comme une "limite planétaire", devrait être franchi "dans un avenir proche", selon un rapport publié la semaine dernière par le Postdam Institute for climate impact research (PIK).

Publicité



FESTIVAL INTERNATIONAL
DE LA BANDE DESSINÉE
D'ALGER (FIBDA)

**Algérie Télécom,
partenaire technologique officiel**

Algérie Télécom a l'honneur d'annoncer sa participation en tant que partenaire technologique de la 16^{ème} édition du Festival International de la Bande Dessinée d'Alger (FIBDA), qui se tiendra du 01 au 05 Octobre 2024 à l'Office Riadh El Feth, Alger. Placée sous le thème «L'édition du patrimoine» cette édition mettra en lumière l'héritage culturel à travers le neuvième art. En tant qu'acteur clé des nouvelles technologies de l'information et de la communication en Algérie, Algérie Télécom s'engage à soutenir des initiatives culturelles telles que le FIBDA, en offrant des solutions technologiques caractérisées par une connexion de très haut débit, garantissant ainsi le bon déroulement de l'événement. Cette collaboration témoigne de l'engagement d'Algérie Télécom à promouvoir l'innovation et à accompagner les grandes manifestations culturelles du pays.